



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 31 DECEMBRE 1887

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2315

#### ERRATA.

*Gazette Officielle* du 24 décembre courant, page 2668, nominations de juges de paix pour le district de Montréal, au lieu de *Amédée Chauvet*, il faut lire *Amédée Chauvet*; au lieu de *Férier Jasmin*, il faut lire *Férier Jasmin*. 4345

Page 2260, *in re* Arthur Delisle vs. Robert Mitchell *et al.*, *ès-ql.*, après la désignation du 6e lot.

Lisez : 7° Le lot No. 25 dans le cinquième rang, environ 200 acres. 4331

#### Nominations

No. 1128 Elec.  
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un Ordre en Conseil, en date du 18 novembre dernier (1887), de nommer MM. Joseph Magnan et Michel Côté, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du "village du Lac Wee lon," dans le comté de Wolfe. 4277

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 31st DECEMBER, 1887

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2816

#### ERRATA.

*Official Gazette* of 24th December instant, page 2668, appointments of justices of the peace for the district of Montreal, instead of *Amédée Chauvet*, read *Amédée Chauvet*; instead of *Férier Jasmin*, read *Férier Jasmin*. 4346

Page 2260, *in re* Arthur Delisle vs. Robert Mitchell *et al.*, *ès-ql.*, after the description of the lot 6th.

Read : 7° The lot No. 25 in the fifth range, about 200 acres. 4332

#### Appointments

No. 1128 Elec.  
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by an Order in Council in date of the 18th November last (1887), to appoint Messrs. Joseph Magnan and Michel Côté, school commissioners for the school municipality of the "village of Lake Weedon" in the county of Wolfe. 4278

## Proclamations

CANADA,  
PROVINCE DE } A. R. ANGERS.  
Québec.  
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

GEORGE DUHAMEL, } ATTENDU que Louis M.  
Sol. Gén. } Coutlée, Charles Devlin,  
J. Timoléon St. Julien et Thomas P. Foran, écuiers, quatre des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre dix-huit des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, dans et pour le diocèse catholique romain D'OTTAWA, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité du dit acte, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de SAINT-JEAN L'EVANGELISTE, dans le comté D'OTTAWA, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

“ Tout le territoire borné vers le nord, partie par la ligne de division entre les rangs six et sept, depuis le lot No. vingt-huit (28) du dit canton de Lochaber jusqu'à la ligne de séparation entre les lots seize et quinze (16 et 15), partie par la ligne de division entre les rangs sept et huit, depuis la ligne entre les lots seize et quinze (16 et 15), jusqu'à la ligne de séparation entre le canton Lochaber et le Gore du même nom, et partie par la ligne de division entre les rangs cinq et six du dit Gore de Lochaber, depuis le susdit canton de Lochaber jusqu'à la ligne qui sépare le Gore de Lochaber de la seigneurie de la Petite Nation ; vers l'est, par la dite seigneurie de la Petite Nation ; vers le sud, par la Rivière Ottawa ; vers l'ouest, par le canton Buckingham.

La dite paroisse de Saint-Jean l'Evangeliste, comprendra un territoire formant une superficie d'à peu près cinquante-deux (52) milles carrés.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les dites limites et bornes de la paroisse de SAINT-JEAN L'EVANGELISTE, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de SAINT-JEAN L'EVANGELISTE décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions du susdit acte.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIEME jour de DECEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-et-unième.

Par ordre, CHS. A. ERN. GAGNON,  
4.15 Secrétaire

2

## Proclamations

Canada, } A. R. ANGERS.  
Province of }  
Québec. }  
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

## PROCLAMATION.

GEORGE DUHAMEL, } WHEREAS, Louis M.  
Sol.-Genl. } Coutlée, Charles Devlin, J.  
Timoléon St. Julien and Thomas P. Foran, esquires, four of the Commissioners duly appointed for the purposes of chapter eighteen of the Consolidated Statutes for Lower Canada, in and for the Roman Catholic Diocese of OTTAWA, in Our Province of Québec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Act, made to the Lieutenant Governor of Our said Province of Québec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of SAINT JOHN THE EVANGELIST, in the County of OTTAWA, in the said Roman Catholic Diocese of Ottawa, to be as follows, that is to say :

All the territory bounded towards the north, partly by the division line between the sixth and seventh ranges from the lot No. twenty eight (28), of the said township of Lochaber as far as the line of separation between the lots sixteen and fifteen (16 and 15), partly by the division line between the seventh and eighth ranges, from the line between the lots sixteen and fifteen (16 and 15), as far as the line of separation between the township of Lochaber and the Gore of the same name, and partly by the division line between the fifth and sixth ranges of the said Gore of Lochaber, from the aforesaid township of Lochaber as far as the line which separates the Gore of Lochaber, from the seigniory, La Petite Nation, towards the east by the said seigniory, La Petite Nation, towards the south by the Ottawa river ; towards the west by Buckingham township.

The said parish of Saint John the Evangelist shall comprise a territory forming a superficies of fifty two miles square, or thereabouts.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of SAINT JOHN THE EVANGELIST, aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of SAINT JOHN THE EVANGELIST to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid act.

Of all which our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of the said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this NINTH day of DECEMBER in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty seven, and in the fifty first year of Our Reign.

By command, CHS. A. ERN. GAGNON,  
4286 Secretary.

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourrout concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

GEO. DUHAMEL, } ATTENDU que par les dis-  
Sol.-Général. } positions du chapitre  
trente-sept des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, il est entre autres choses en substance statué que le Commissaire des Terres de la Couronne verra à ce qu'il soit préparé, sous sa direction, un plan correct de chaque cité, ville, village incorporé, paroisse, township, ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans le Bas-Canada, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits ; que chacun des dits plans et livres de renvoi sera dressé jusqu'à une date précise, à laquelle il sera corrigé aussi bien que possible, et cette date y sera marquée—et il sera signé par le Commissaire et restera dans les archives de son bureau ; qu'une copie de chaque tel plan et livre de renvoi, certifiée par le Commissaire des Terres de la Couronne, sera déposée dans le bureau du registraire dans le comté ou la division d'enregistrement où est située la place qu'ils indiquent et y restera ouverte à l'inspection du public pendant les heures de bureau ; qu'aussitôt que les plans et livres de renvoi, quant à aucun comté ou division d'enregistrement, auront été déposés comme ci-dessus, dans le bureau du registraire, le Gouverneur en Conseil pourra le faire connaître par proclamation ;

Et vû les dispositions suivantes des articles 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2166. A la diligence du Commissaire des Terres de la Couronne, chaque bureau d'enregistrement est pourvu d'une copie d'un plan correct, fait conformément aux dispositions contenues dans le chapitre 37 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et dans l'acte des 27 et 28 Vict., chap. 40, indiquant distinctement tous les lots de terre de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, compris dans la circonscription du bureau.

" 2167. Ce plan doit être accompagné d'une copie d'un livre de renvoi dans lequel sont insérés :

" 1. Une description générale de chaque lot de terre porté sur le plan ;

" 2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer ;

" 3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan.

" Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot.

" 2168. Après que copie des plans et livres de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification ne sera cen-

Canada,  
Province of }  
Quebec. }  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION.

GEO. DUHAMEL, } WHEREAS in and by the  
Sol. Genl. } provisions of the thirty  
seventh chapter of the Consolidated Statutes for Lower Canada, it is amongst other things in effect enacted that the Commissioner of Crown Lands shall cause to be prepared, under his superintendance, a correct plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof in each country or registration division in Lower Canada, with a book of reference to each such plan ; that each of the said plan and books of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and this date shall be marked upon it, and it shall be signed by the said Commissioner, and remain of record in his office ; that a copy of each such plan and book of reference, certified by the Commissioner of Crown Lands, shall be deposited in the office of the Registrar in whose county or registration division the place to which they refer is situate, and shall there remain open to inspection of the public during office hours ; that whenever the plans and books of reference, with respect to any county or registration division, have been deposited as aforesaid, in the office of the Registrar thereof, the Governor in Council may declare the same by proclamation ;

And considering the following provisions of articles 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2166. The Commissioner of Crown Lands furnishes each registry office with a copy of a correct plan, made in conformity with the provisions of chapter 37 of the Consolidated Statutes for Lower Canada and the statute 27th and 28th Vict., ch. 40 shewing distinctly all the lots of land of each city, town, village, parish, township, or part thereof, comprised within the division to which such office belongs.

" 2167. Such plan must be accompanied by a copy of a book of reference in which are set forth :

" 1. A general description of each lot of land shewn upon the plan ;

" 2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained ;

" 3. All remarks necessary to the right understanding of the plan.

" Each lot of land shewn upon the plan is designated thereon by a number, which is one of a single series and is entered in the book of reference to designate the same lot.

" 2168. When a copy of the plans and books of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" No description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confir-

sée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plans et livres de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le régistrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le régistrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

" 2172. Dans les dix-huit mois qui suivent la proclamation du Gouverneur pour la mise en force des dispositions de l'article 2168, dans une circonscription d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette circonscription y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite en l'article 2168, en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots de terre d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une circonscription d'enregistrement, a été faite conformément aux dispositions du chapitre trente-sept des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et de l'acte vingt-sept et vingt-huit Victoria, chapitre quarante, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du régistrateur de la circonscription d'enregistrement qu'il appartient une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de tels plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article deux mille cent soixante-huit deviendront en force dans cette circonscription d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan des terres a été déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions du code s'appliqueront à ce plan et à ce livre de renvoi, ainsi qu'aux terres ou propriétés comprises dans ce plan, et à tous les contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant telles terres ou propriétés de la même manière que si le dépôt du plan de toute la circonscription d'enregistrement eût été fait conformément à l'article deux mille cent soixante et six.

ET ATTENDU que par un acte de la Législature de Notre dite Province de Québec, passé dans la

mation, will be deemed sufficient unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plans and books of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the books of reference, in the number above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition on notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plans and books of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it made after that time.

" 2172. Within eighteen months after the Governor's proclamation bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notices mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of land of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the provisions of chapter thirty-seven of the Consolidated Statutes for Lower Canada, and of the act twenty-seventh and twenty-eighth Victoria, chapter forty, the Lieutenant-Governor in council may cause to be filed in the office of the registrar of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of such plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article two thousand one hundred and sixty-eight shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan of the lands has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of the code shall apply to such plan and to such book of reference and to all lands and property comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting such land or property, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited, in conformity with article two thousand one hundred and sixty-six."

AND WHEREAS by an act of the Legislature of Our said Province of Québec, passed in the thirty

trente-cinquième année de Notre Règne, intitulé : " Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvoi des cadastres," tel qu'expliqué par un autre acte de la même législature, passé dans la trente-neuvième année de Notre Règne, chapitre vingt-sixième, il est entr'autres choses en substance statué qu'en autant que sont concernées les proclamations qui pourront émaner à l'avenir en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code Civil ou de la section cinq de l'acte de cette Province, trente-deux Victoria, chapitre vingt-cinq, le délai de dix-huit mois fixé par l'article 2172 du dit Code, pour le renouvellement de l'enregistrement des droits réels est prolongé par le dit acte, à la période de deux ans, à dater du jour fixé dans la proclamation.

ET ATTENDU que l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan correct de l'Île aux Lièvres, faisant partie de la paroisse de Saint-André, dans le comté de Kamouraska, et dans la circonscription d'enregistrement du comté de Kamouraska, avec un livre de renvoi qui s'y rapporte ; ET ATTENDU que les dits plans et livres de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ic eux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire des Terres de la Couronne, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plan et livre de renvoi certifiés par le dit Commissaire des Terres de la Couronne, ont été déposées dans le bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Kamouraska et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et jours de fêtes d'obligation exceptés, ainsi qu'il est prescrit par le dit acte ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire des Terres de la Couronne s'est en tous points conformé aux dispositions du dit acte, tel qu'amendé par le statut de la ci-devant Province du Canada, 27-28 Vict., chap. 40, et aux dispositions du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de JANVIER prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en force dans la dite circonscription d'enregistrement du comté de Kamouraska, relativement à l'Île aux Lièvres, dans le comté de Kamouraska, faisant partie de la dite circonscription d'enregistrement : A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit TRENTE ET UNIÈME jour du mois de JANVIER prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en force dans la dite circonscription d'enregistrement du comté de Kamouraska, relativement à l'Île aux Lièvres, faisant partie de la dite paroisse de Saint-André ; Et par les présentes Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite circonscription d'enregistrement du comté de Kamouraska, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit TRENTE ET UNIÈME jour du mois de JANVIER prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus Nos féaux sujets de notre dite Province et tous autres que les présentes pourront concerner sont par les présentes requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec ; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

fifth year of Our Reign intituled ; " An act to amend the law respecting Cadastral Plan and books of reference as explained by another Act of the same legislature passed in the thirty-ninth year of Our Reign, chapter twenty-sixth," it is amongst other things in effect enacted that in so far as regards proclamations to be hereafter issued under the provisions of article 2169 of the Civil Code, or of section five of the act of this Province, thirty-second Victoria, chapter twenty-five, the delay of eighteen months fixed by article 2172 of the said Code for the renewal of the registration of real rights is extended by the said act to the period of two years from the date fixed in the proclamation.

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Crown Lands of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendance, a correct plan of Hare island, forming part of the parish of Saint Andrew, in the county of Kamouraska, and in the registration division of the county of Kamouraska, together with a book of reference relating thereto ; AND WHEREAS such plan book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Crown Lands and remain of record in his office ; AND WHEREAS copies of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Crown Lands, have been deposited in the office of the Registrar for the said registration division of the county of Kamouraska and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays, as prescribed by the said Act ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Crown Lands has, in every respect, conformed to the provisions of the said Act, as amended by the statute of the late Province of Canada, 27th and 28th Vict., cap. 40, and to the provisions of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the LIEUTENANT-GOVERNOR of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the THIRTY-FIRST day of JANUARY next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of Kamouraska, relating to Hare island, in the county of Kamouraska, forming part of the said registration division ; NOW KNOW YE, that we do, by this Our Proclamation, declare that from and after the said THIRTY-FIRST day of JANUARY next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of Kamouraska, relating to Hare island, forming part of the said parish of Saint Andrew ; and we do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Kamouraska, to renew the same within the period of two years after the said THIRTY-FIRST day of JANUARY next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which your loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante et unième.

Par ordre,

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secrétaire.

4283

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour du mois de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le seizième jour du mois de décembre mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoins d'être présents en Notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, VENDREDI, le VINGTIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-et-unième.

Par ordre,

L. DELORME,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

4003

Avis du Gouvernement

No. 701.87

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndics de la minorité dissidente de la municipalité de Outremont, dans le comté d'Hochelega, ont laissé passer une année sans avoir d'école soit dans leur propre municipalité, ou conjointement avec d'autres dans une municipalité

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty seven, and in the fifty first year of Our Reign.

By Command,

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secretary.

4284

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of DECEMBER, one thousand eight hundred and eighty seven, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the sixteenth day of the month of December, one thousand eight hundred and eighty seven, at which time at Our city of Quebec, you were held and constrained.

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the greater ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you, and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you that on FRIDAY, the TWENTIETH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty seven, and in the fifty first year of Our Reign.

By command,

L. DELORME,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

4004

Government Notices.

No. 701.87

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Whereas the trustees of the dissentient minority of the municipality of Outremont, county of Hochelega, have allowed one year to pass without having schools either in their own municipality or jointly with others in an adjoining municipality, and are not

voisine, qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, de bonne foi et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au Lieutenant-Gouverneur en conseil, que la corporation de la minorité dissidente pour la municipalité d'Outremont soit déclarée dissoute, dans le délai indiqué par la loi.

GEDEON OUMET.

Surintendant.  
4287

Québec, 29 décembre 1887.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 13, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj : 5589.

Canton Mansfield.

Location du lot 9, du rang A, faite à Chas. Stewart,  
10, Pierre Longpré.  
E. E. TACHE,  
Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 28 décembre 1887. 4309

Avis public est par le présent donné, qu'en vertu de l'acte d'incorporation des Compagnies à fonds social, des Lettres Patentes, ont été émisées sous le grand sceau de la province de Québec, en date du neuvième jour de décembre courant (1887), incorporant MM. Damase Rossignol, médecin, Narcisse Gauvin, marchand, Charles Eugène Pouliot, avocat, George Lemieux, marchand, Charles François Bouchard, bourgeois, tous de la ville de Fraserville, Charles Bertrand, marchand, de la paroisse de l'Isle-Verte, et Henri Lortie, voyageur de commerce, de la cité de Québec, sous le nom de "La Compagnie de chaussures de Fraserville" dans le but de manufacturer des chaussures et de faire toutes les autres opérations se rattachant à la manufacture et à la vente des chaussures avec un fonds social de vingt mille piastres divisé en deux cents actions de cent piastres chacune.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secrétaire.

Bureau du Secrétaire Provincial.  
Québec, 17 décembre 1887. 4305

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 29 décembre 1887.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Michel Philéas Laberge, écuyer, notaire, de la cité de Québec, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Germain Guay, écuyer, en son vivant notaire, de la dite cité de Québec, en vertu des dispositions du code du notariat.

PH. J. JOLICÉUR.

4329 Assistant Secrétaire.

No. 834.87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

DEMANDE D'ÉRECTION DE MUNICIPALITÉ.

Ériger le village de Carillon, dans le comté d'Argenteuil, en municipalité scolaire, sous ce nom, avec les limites qui lui sont assignées dans la proclamation du 20 septembre dernier qui l'érige en municipalité rurale.

Annexer en même temps, au dit village de Carillon, et détacher de la municipalité dissidente de

carrying out the school law in good faith, and are taking no steps towards obtaining schools according to law, therefore I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette* I will recommend the Lieutenant Governor in Council to declare the corporation of the dissentient minority of the municipality of Outremont, dissolved, within the delay prescribed by law.

GEDEON OUMET,

Superintendent.

Quebec, 29th December, 1887.

4288

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj : 5589.

Township of Mansfield.

Location of lot 9, in A, range to Chas. Stewart,  
10, " Pierre Longpré.  
E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Quebec, 28th December, 1887. 4310

Public notice is hereby given that under the joint stock Companies incorporation act, Letters Patent under the great seal of the province of Québec, have been issued bearing date the ninth day of December, instant, (1887), incorporating Messrs Damase Rossignol, physician, Narcisse Gauvin, merchant, Charles Eugène Pouliot, advocate, George Lemieux, merchant, Charles François Bouchard, bourgeois, all of the town of Fraserville, Charles Bertrand, merchant, of the parish of Green-Island, and Henri Lortie, commercial traveller, of the city of Québec, under the name of "The Fraserville Boot and Shoe Company" for the purpose of to manufacture boots and shoes and carry on all other operations connected with the manufacture and sale of boots and shoes, with a total capital stock of twenty thousand dollars divided into two hundred shares of one hundred dollars each.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secretary.

Provincial Secretary's Office.  
Quebec, 17th December, 1887. 4306

SECRETARY'S OFFICE

Quebec, 29th December, 1887.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor by Michel Philéas Laberge, esquire, notary, of the city of Québec, praying that the minutes, repertory and index of the late Germain Guay, esquire, in his lifetime, notary, of the said city of Québec, be transferred to him under the provisions of the notarial code.

PH. J. JOLICÉUR,

3330 Assistant Secretary.

No. 834.87.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

APPLICATION FOR THE ERECTION OF MUNICIPALITIES.

To erect the village of Carillon, in the county of Argenteuil, into a school municipality, under this name with the limits assigned to it in the proclamation of the 20th September last, erecting it into a rural municipality.

And, at the same time, to annex to the said village of Carillon, and to detach from the dissenting

Chatham, dans le même comté, le territoire qui se trouve borné au sud-est par la municipalité de Carillon, au sud-ouest, la rivière Ottawa, au nord-ouest par le canal Feeder, et au nord-est par la rivière du Nord, et ce, pour les fins scolaires.

GEDEON OUMET,  
Surintendant.

4199 2

No. 913.87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

Délimitations de municipalité scolaires, en vertu de la 5e sec. 41 Vict., ch. 6.

Détacher de la municipalité scolaire de Forsyth, dans le comté de Beauce, tous les lots depuis et y compris le No. 23 du premier rang du canton "Forsyth", jusqu'à la ligne du canton Dorset, et les annexer à celle de "Saint-Sébastien d'Aylmer", dans le même comté, pour les fins scolaires.

4201 2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

*Canton Cabot.*  
(rang N. E.)

Lot No. 26, à Frs. Ross.

" No. 27, à Nap. Ross.

" No. 28, à Rob. Carrol.

" No. 29, à Laurent Carrol.  
(2e rang.)

Lot No. 21, à Elz. Bernier.

" No. 22, à Alexandre Lavoie.

" No. 23, à Oct. Blanchet, jr.

" No. 24, à Nap. L'Italien.

*Canton Neigette.*  
(1er rang.)

Lot No. 12, à J. B. Pelletier.

(7e rang.)

 $\frac{1}{2}$  N. E. du lot No. 21, à Melchior Poirier.

(8e rang.)

 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot No. 20, à George Pineau.

*Canton Humqui.*  
(5e rang.)

Lots Nos. 50 et 51, à J. P. Deschesnes.

*Canton Macpès.*  
(3e rang.)

Lot No. 25, à Nazaire Lévesque.

*Canton Wexford.*  
(5e rang.)

Lot No. 11, à Hilaire Laframboise.

(10e rang.)

Lot No. 41, à Geo. Lecault.

*Canton Chertsey.*  
(8e rang.)

Lot No. 30, à Jos. Rivest.

*Canton Patton.*  
(5e rang.)

1ère partie du lot No. 34, à J. C. Beaubien.

*Seigneurie de Pabos.*  
(2e rang.)

Lot No. 39, à Mary E. Tremblay.

(3e rang.)

Lot No. 10, à Ferd. Johnson.

*Rang Est.*  
(8e rang.)

Lot No. 15, à Wm. Brotherton.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 22 décembre 1887.

4227 2

municipality of Chatham, in the same county, the territory which is bounded on the south-east by the municipality of Carillon, on the south-west by the Ottawa river, on the north-west by the Feeder canal, and on the north-east by the North river, and this for school purposes.

GEDEON OUMET,  
Superintendent.

4200

No. 913.87.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

## NOTICE.

Fixing the limits, of school municipalities in virtue of the 5th sec., 41 Vict., ch. 6.

To detach from the school municipality of Forsyth, in the county of Beauce, all the lots from and comprising the No 23 of the first range of Forsyth township, as far as the line of Dorset township, and to annex them to that of "Saint Sebastien d'Aylmer" in the same county for school purposes.

4202

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Cabot.*  
(N. E. range.)

Lot No. 26, to Frs. Ross.

" No. 27, to Nap. Ross.

" No. 28, to Rob. Carrol.

" No. 29, to Laurent Carrol.  
(2nd range.)

Lot No. 21, to Elz. Bernier.

" No. 22, to Alexandre Lavoie.

" No. 23, to Oct. Blanchet, jr.

" No. 24, to Nap. L'Italien.

*Township Neigette.*  
(1st range.)

Lot No. 12, to J. B. Pelletier.

(7th range.)

N. E. of lot No. 21, to Melchior Poirier.

(8th range.)

S. O.  $\frac{1}{2}$  of lot No. 20, to George Pineau.

*Township Humqui.*  
(5th range.)

Lots Nos. 50 and 51, to J. B. Deschesnes.

*Township Macpès.*  
(3rd range.)

Lot No. 25, to Nazaire Lévesque.

*Township Wexford.*  
(5th range.)

Lot No. 11, to Hilaire Laframboise.

(10th range.)

Lot No. 41, to Geo. Lecault.

*Township Chertsey.*  
(8th range.)

Lot No. 30, to Jos. Rivest.

*Township Patton.*  
(5th range.)

1st part of lot No. 34, to J. C. Beaubien.

*Seigneurie of Pabos.*  
(2nd range.)

Lot No. 39, to Mary E. Tremblay.

(3rd range.)

Lot No. 10, to Ferd. Johnson.

*East Range.*  
(8th range.)

Lot No. 15, to Wm Brotherton.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner

Department of Crown Lands,

Québec, 22nd December 1887.

4228

## PARLEMENT FEDERAL.

*Règles relatives aux avis de bills privés.*

51. Dans le cas de toute demande de bill privé, proprement du ressort législatif du Parlement du Canada, suivant les dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, et ayant pour objet, soit la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrière ou d'une ligne télégraphique; soit la construction ou l'amélioration d'un port, d'un canal, d'une écluse, d'une digue ou d'une glissoire, ou autre ouvrage semblable; soit la concession d'un droit de passage d'eau, l'incorporation de professions ou métiers, ou d'une compagnie de banque ou autre compagnie par actions, soit la concession à une ou plusieurs personnes de certains droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, soit le pouvoir de faire quelque chose qui, dans ses effets, pourrait toucher aux droits ou à la propriété d'autrui, ou concerner une classe particulière de la société; ou ayant pour objet quelque amendement de même nature à un acte antérieure—un avis, énonçant d'une manière claire et intelligible la nature et l'objet de la demande, et signé (excepté s'il s'agit de corporations déjà existantes) par les pétitionnaires ou de leur part, est nécessaire et doit être publié comme il suit:

*Dans les provinces de Québec et le Manitoba.*

Un avis doit être inséré dans la *Gazette du Canada* en anglais et en français, ainsi que dans un journal anglais et un journal français du district intéressé, ou en anglais et en français dans le même journal, s'il ne s'en publie qu'un seul dans ce district; ou s'il ne paraît pas de journal, alors la publication de l'avis en anglais et en français doit se faire dans un journal du district le plus voisin où il s'en publie.

*Dans les autres provinces.*

Un avis doit être inséré dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté ou des comtés unis intéressés, ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté le plus voisin où il s'en publie.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas la période de deux mois pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Un exemplaire des numéros des journaux, reproduisant la première et la dernière insertion de l'avis, devra être transmis au greffier de chaque Chambre.

Si la pétition demande l'autorisation de présenter un bill privé ayant pour objet la construction d'un pont de péage, le pétitionnaire ou les pétitionnaires devront, en même temps qu'ils donneront l'avis prescrit par la règle précédente, donner aussi, de la même manière, avis des péages qu'ils entendent exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace à laisser libre entre les culées ou les piliers pour le passage des radeaux et des navires; et mentionner de plus s'ils se proposent de construire un pont mobile, et quelles en seront les dimensions.

Toute personne désirant obtenir un bill privé devra, dans les huit jours qui précéderont l'ouverture du Parlement, déposer au bureau du greffier de la Chambre dans laquelle le bill doit prendre naissance une copie de ce bill en langue anglaise ou en langue française, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Il en sera imprimé 600 exemplaires en anglais et 200 en français; la traduction devra être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions. Le pétitionnaire aura aussi à payer au Greffier du Sénat ou au comptable de la Chambre des Communes suivant le cas une somme de \$200, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts et remettra le reçu de ce paiement au greffier du comité auquel ce bill aura été renvoyé—le dit paiement sera effectué immédiatement après la

## DOMINION PARLIAMENT

*Rules relating to Notices for Private Bills.*

51. All applications for Private Bills, properly the subjects of legislation by the Parliament of Canada, within the purview of the "British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge, the making of a Railroad, Turnpike Road or Telegraph Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam or Slide, or other like work; the granting the right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Banking or other Joint Stock Company; or otherwise for the granting to any individual or individuals, any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which, in its operation, would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former Act, shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, and (except in the case of existing corporations) signed by, or on behalf of the applicants, to be published as follows, viz:

*In the Province of Québec and Manitoba.*

A notice inserted in the *Canada Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one in the french language in the district affected, or in both language in one paper, if there be but one in the said district, or if there be no paper published therein then, in both language, in paper in the nearest district, in which a newspaper is published.

*In any other Province.*

A notice inserted in the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the County, or Union of Counties affected, or if there be no paper published therein, then in a newspaper in the nearest County in which a newspaper is published. Such Notice to be continued in each case, for a period of two months during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition. And copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent to the Clerk of each House.

When a Petition is for leave to bring in a Private Bill for the erection of a toll bridge, the petitioner or petitioners, upon giving the notice prescribed by the preceding rule, shall also, at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask; the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and whether they intend to erect a drawbridge, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any private bill shall, eight days before the meeting of Parliament, deposit with the clerk of the house, in which the bill is to originate, a copy of such bill in the english or french language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same—600 copies to be printed in english, and 200 copies in french—the translation to be done by the officers of the house, and the printing by the contractor. The applicant shall be also required to pay the clerk of the Senate or the accountant of the House of Commons (as the case may be) a sum of \$200 and the cost of printing the Act in the statutes, and lodge the receipt of the same with the clerk of the committee to which such bill is referred—such payment to be made immediately after the second reading, and before the consideration of the bill by such committee. The

seconde lecture avant la prise en considération du bill par le comité. L'honoraire payable pour tout bill privé le sera seulement dans la Chambre dans laquelle il aura été présenté.

Aucune pétition pour l'obtention d'un bill privé ne sera reçue par l'une ou par l'autre Chambre après les dix premiers jours de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.  
JOHN GEORGE BOURINOT,  
Greffier des Communes.

RÈGLES ADDITIONNELLES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS.

" Tous les bills privés demandant des actes constitutifs devront être rédigés de manière à y incorporer, en les spécifiant, les clauses des actes généraux concernant les détails qui font l'objet de ces bills ; des raisons spéciales seront données chaque fois que l'on aura l'intention de se départir de ce principe, ou que l'on voudra y introduire d'autres dispositions touchant ces détails ; et une note sera annexée au bill indiquant les dispositions au sujet desquelles l'on entend s'écarter de l'acte général ; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être remodelés par les auteurs et ré-imprimés à leurs frais, avant qu'aucun comité en examine les clauses.

51 A. Tous bills privés pour chartes ou pour modification de chartes de compagnies de chemins de fer seront rédigés conformément au bill-modèle adopté par la Chambre, le 23 juin, 1887, dont copie peut être obtenue du greffier de la Chambre ;

(a.) Les dispositions contenues dans un bill quelconque qui ne seront pas conformes au bill-modèle, seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par l'officier compétent, elles seront imprimées ainsi ; et les bills qui ne seront pas rédigés en conformité de cette règle seront renvoyés aux auteurs pour être remodelés avant leur révision et impression ;

(b.) Toutes clauses d'actes existants que l'on proposera de modifier, seront imprimées en entier, avec les amendements insérés en leur lieu et place, et entre crochets ;

(c.) Toutes dispositions exceptionnelles que l'on proposera d'insérer dans un bill quelconque, seront imprimées dans l'avis publié.

51 B. Nul bill pour la constitution légale d'une compagnie de chemin de fer ou pour changer le tracé du chemin de fer d'une compagnie déjà constituée ne sera pris en considération par le comité des chemins de fer à moins qu'il n'ait été donné au comité, au moins une semaine avant la prise en considération du bill—

(a.) Une carte ou plan à l'échelle de pas moins d'un demi-pouce au mille, indiquant le territoire sur lequel l'on se propose de construire les travaux projetés, ainsi que les lignes de travaux analogues existants ou autorisés, dans les limites du district, ou partie du district que la ligne projetée doit desservir, ou affectant le dit district en aucune manière ; cette carte ou plan devra être signé par l'ingénieur ou toute autre personne qui l'aura fait ;

(b.) Un exhibit faisant connaître le montant total du capital que l'on se propose de prélever pour les fins de l'entreprise, et la manière dont on se propose de le prélever, soit au moyen d'actions ordinaires, obligations, débetures ou autres garanties, et le montant respectif de chacune.

JOHN GEORGE BOURINOT,  
Greffier des Communes.

Règles du Sénat relatives aux avis de bills de divorce.

72. Quiconque a l'intention de demander un bill de divorce, doit donner avis de son intention, de spécifier d'avec qui et pour quelle cause il veut divorcer. L'avis doit être inséré pendant six mois, à la Gazette du Canada, et dans deux journaux du district (si c'est dans les provinces de Québec et

fee payable on any private bill is paid only in the House in which its originates.

No petition for a Private Bill is received by either House after the first ten days of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.  
JOHN GEORGE BOURINOT,  
Clerk of the Commons.

ADDITIONAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS RESPECTING PRIVATE BILLS.

" All Private Bills for Acts of Incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the General Acts relating to the details to be provided for by such Bills ;—special grounds shall be established for any proposed departure from this principle, or for the introduction of other provisions as to such details, and a note shall be appended to the Bill indicating the provisions thereof, in which the General Act is proposed to be departed from ; Bills which are not framed in accordance with this Rule, shall be re-cast by the promoters, and reprinted at their expense, before any Committee passes upon the Clauses.

51 A. All Private Bills for Acts of incorporation of, or in amendment of Acts incorporating Railway Companies, shall be drawn in accordance with the Model Bill adopted by the House on 23rd June, 1887, copies of which may be obtained from the Clerk of the House.

(a) The provisions contained in any Bill which are not in accord with the Model Bill, shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officer shall be so printed, and bills which are not in accordance with this Rule shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed ;

(b) Any sections of existing Acts which are proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets ;

(c) Any exceptional provisions that it may be proposed to insert in any Bill shall be clearly specified in the Notice of Application for the same.

51 B. No Bill for the incorporation of a Railway Company, or for changing the route of the railway of any company already incorporated, shall be considered by the Railway Committee until there has been filed with the Committee, at least one week before the consideration of the Bill :—

(a) A Map or Plan drawn upon a scale of not less than half an inch to the mile, showing the location upon which it is intended to construct the proposed work, and showing also the lines of existing or authorized works of a similar character within, or in any way affecting the district, or any part thereof, which the proposed work is intended to serve, and such map or plan shall be signed by the Engineer or other person making the same ;

(b) And exhibit showing the total amount of capital proposed to be raised for the purposes of the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, whether by ordinary shares, bonds, debentures, or other securities, and the amount of each, respectively.

JOHN GEORGE BOURINOT,  
Clerk of Commons.

Rules of the Senate relating to Notice for Bills of Divorce.

72. Every Applicant for a Bill of Divorce is required to give notice of his intention so to do, and to specify from whom and for what cause, by advertisements, during six months, in the Canada Gazette, and in two newspapers published in the District, in Quebec and Manitoba, or in the County, or

de Manitoba,) ou du comté ou des comtés-unis, (si c'est dans les autres provinces,) où le pétitionnaire résidait ordinairement lors de la séparation; et si le nombre voulu de journaux n'y paraît pas, alors la publication de l'avis devra se faire dans le district, le comté ou les comtés-unis voisins.

L'avis pour les provinces de Québec et Manitoba sera publié en anglais et en français.

73. Un exemplaire en manuscrit de l'avis devra être signifié, à l'instance du pétitionnaire, à la personne d'avec laquelle il veut divorcer, si le lieu de la résidence de cette dernière peut être connu; et la preuve de cette signification ou de la diligence faite pour l'effectuer, doit être produite sur déclaration faite en vertu de l'acte passé dans la trenteseptième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour la suppression des serments volontaires et extra judiciaires devant le Sénat, et à sa satisfaction lors de la lecture de la pétition.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
3279 Greffier du Sénat.

#### EXTRAITS DES RÉGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables: soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession: ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des

Union of Counties in the other Provinces, where such applicant usually resided at the time of the separation, or if the requisite number of papers cannot be found therein, then in the adjoining District, or County, or Union of Counties.

The notice for the Provinces of Quebec and Manitoba is to be published in the english and french languages.

73. A copy of the notice, in writing, is to be served at the instance of the applicant, upon the person from whom the Divorce is sought, if the residence of such person can be ascertained; and proof on declaration under the Act passed in the thirty seventh year of Her Majesty's Reign intituled: "An Act for the suppression of voluntary and extra judicial oaths," of such service, or of the attempts made to effect it, to the satisfaction of the Senate is to be adduced before the Senate on the reading of the Petition.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
3280 Clerk of the Senate

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIF COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on pri-

bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

3149

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,--doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal

vate bills giving an exclusive privilege, or for and object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been file with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

3150

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such

publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. ”

“ Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs. ”

L. DELORME,

3151

Greffier de l'Assemblée Législative.

newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in english and 500 copies in French, and also \$2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

3152

Clerk of the Legislative Assembly

## Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'un : demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation d'une compagnie devant être connue sous le nom de "The Quebec Oriental and Short Line Railway Company."

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the incorporation of a company to be known under the name of "The Quebec Oriental and Short Line Railway Company."

L'objet de cette compagnie est de construire, pourvoir, maintenir et mettre en opération un chemin de fer partant d'aucune place en les comtés de Dorchester et Lévis afin d'atteindre aucune place sur la frontière de l'Etat du Maine, en arrière des comtés de l'Islet, Kamouraska et Témiscouata.

J. E. BEDARD,

Procureur des Requérants.

Québec, 25 mai 1887.

4321

AVIS.

Une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, par "The Mechanics Institute of Montreal," pour obtenir un Acte accordant au dit Institut le pouvoir d'emprunter une somme ou sommes d'argent n'excédant pas en tout cinquante mille piastres, et pour garantir le paiement de la somme ou sommes à être empruntées, d'hypothéquer le lot de terre et terrain situés au coin des rues Saint-Jacques et Saint-Pierre, en la cité de Montréal, appartenant au dit Institut.

MACMASTER, HUTCHINSON,  
WEIR & MACLENNAN,

4325

Solliciteurs des Requérants.

The Canada Sunday School Union, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation.

MACLAREN, LEET & SMITH,

Procureurs des Requérants.

Montréal, 15 décembre 1887.

4205 2

Avis public est par le présent donné que demande sera faite par "La Compagnie Canadienne de Caoutchouc de Montréal," à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte amendement la charte de la dite compagnie 29-30 Victoria, ch. 3; lui donnant de plus amples pouvoirs et spécialement l'autorisant à augmenter son capital de un million à deux millions de piastres.

4093 4

Avis est par le présent donné que The Dudswell Lime and Marble Company et The Sherbrooke Marble Company, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'étendre leurs pouvoirs, pour leur accorder tous les droits de corporations de chemin de fer en rapport à leur présente ligne de chemin de fer, pour prolonger la dite ligne jusqu'au lot numéro vingt-trois dans le septième rang du canton de Dudswell, pour construire un embranchement de chemin de fer d'un point sur aucun des lots dix-neuf ou vingt, dans les troisième et quatrième rangs de Dudswell susdit pour joindre le chemin de fer Québec Central, à ou près de sa station Marbleton, pour construire une écluse sur la Rivière Saint-François à un point où il traverse les dits lots dix-neuf et vingt dans les dits troisième et quatrième rangs pour émettre des bons et pour d'autres fins.

HALL, WHITE & CATE,

Solliciteurs des Requérants.

Sherbrooke, 15 Novembre 1887.

3849 4

Avis Divers

AVIS.

RECONNAISSANCE CIVILE.

Paroisse de Saint-Grégoire le Thaumaturge,  
à Montréal.

Attendu que par la sec. 1 du ch. 24 de l'acte 50 Vict., il est statué que : chaque paroisse érigée ou qui le sera à l'avenir pour les fins religieuses par l'autorité ecclésiastique, dans les limites de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal, déjà démembrées et reconnues civilement, est et sera une

The object of this company is to construct, equip, maintain and work a railway standing from any place in the counties of Dorchester and Lévis to reach any place on the frontier of the State of Maine, in rear of the counties of L'Islet, Kamouraska and Temiscouata.

J. E. BEDARD,

Attorney for the Petitioners.

Quebec, 25th May, 1887.

4322

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session by "The Mechanics Institute of Montreal," for an Act granting power to the said Institute to borrow a sum or sums of money not exceeding in the whole fifty thousand dollars, and for securing the repayment of the sum or sums to be borrowed, to hypothecate the lot of ground and premises at the corner of Saint James and Saint Peter streets, in the city of Montreal, belonging to the said Institute.

MACMASTER, HUTCHINSON,  
WEIR & MACLENNAN,

4326

Sollicitors for Applicants.

The Canada Sunday School Union, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act of incorporation.

MACLAREN, LEET & SMITH,

Attorneys for Applicants.

Montreal, 15th December, 1887.

4206

Public notice is hereby given that a demand shall be made by "The Canadian Rubber Company of Montreal," to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the said company's charter, 29-30 Victoria, chap. 3; granting them additional powers and specially authorising them to increase their capital from one million to two millions of dollars.

4094

Notice is hereby given that the Dudswell Lime and Marble Company and the Sherbrooke Marble Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to extend their powers, to confer upon them all the rights of Railway Corporations, in relation to their present Line of Railway, to extend the same as far as the lot number twenty three in the seventh range of the township of Dudswell, to construct a branch line of railway from a point on any one of the lots nineteen or twenty in the third and fourth ranges of Dudswell aforesaid to connect with the Quebec Central Railway, at or near its Marbleton station, to construct a dam across the Saint Francis River at some point where it crosses the said lots nineteen and twenty in the said third and fourth ranges, to issue bonds, and for other purposes.

HALL, WHITE & CATE,

Sollicitors for Applicants.

Sherbrooke, 15th November, 1887.

3850

Miscellaneous Notices

NOTICE.

CIVIL RECOGNIZANCE.

Parish of Saint-Grégoire le Thaumaturge,  
at Montreal.

Whereas, by sec. 1 of the chap. 24 of the Act 50 Vict., it is enacted that : Every parish erected or which may hereafter be erected for religious purposes by ecclesiastical authority, within the limits of the parishes of the old territory of Notre Dame de Montreal, already dismembered and

paroisse catholique, à dater de l'insertion dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou l'érigera, et cela aussi amplement que si telle paroisse eut été reconnue et ratifiée pour les fins civiles en vertu du ch. 18 des statuts refondus du Bas-Canada.

Attendu que par la sec. 2 du dit ch. 24 de l'acte 50 Vict., il est statué que : toutes les fois qu'il s'agira de démembrer ou de subdiviser quelque paroisse, ou d'unir deux ou un plus grand nombre de paroisses ou parties de paroisses, ou de changer et de modifier les limites, bornes et démarcations de paroisses déjà établies et érigées suivant la loi, pour les fins religieuses dans les limites des paroisses du territoire ci-dessus mentionné, déjà demembrées et reconnues civilement, ces démembrements subdivisions, unions de paroisses ou de parties de paroisse, changements et modifications auront leur effet civil à dater de leur insertion dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'un avis de l'émission du décret canonique qui les ordonne, et cela aussi amplement que si le tout eut été fait conformément aux dispositions du ch. 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada ; sauf les dispositions du décret canonique qui les concerne.

Attendu que par la sec. 4 du même ch. 24 du dit acte 50 Vict., il est statué que : sous le nom de paroisse pour les fins du présent acte, sont comprises les paroisses nationales érigées en vertu de l'acte 42-43 Vict., ch. 41, ou à ériger dans les limites de l'ancienne paroisse de Notre-Dame, à Montréal.

Vu qu'il nous paraît désirable que la paroisse de Saint-Grégoire le Thaumaturge, à Montréal, érigée canoniquement par Notre décret, en date du 7 décembre 1887, formée la dite paroisse d'une certaine partie des paroisses du Sacré-Cœur, de Saint-Vincent de Paul, de la Nativité d'Hochelaga, de Notre-Dame du Bon Conseil, et du Très-Saint Enfant-Jésus du Coteau Saint-Louis, et bornée comme suit, savoir : au sud-est par le milieu de la rue Sherbrooke, et sa continuation projetée, au sud-ouest par le milieu de la rue Amherst jusqu'aux limites sud-est de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, et de là, au nord-ouest par la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste, au sud-ouest encore par le milieu du chemin Papineau jusqu'à l'Avenue Mont Royal, limite nord-ouest de la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste, au sud-est de nouveau par le milieu de la dite avenue Mont Royal jusqu'à la rue Amherst, et de là au sud-ouest par le milieu de la dite rue Amherst jusqu'à la ligne du chemin de fer " Pacifique Canadien," et enfin au nord-ouest de nouveau, au nord et au nord-est par la dite ligne du chemin de fer " Pacifique Canadien" jusqu'à son intersection avec la dite rue Sherbrooke.

Nous, soussigné, Edouard Charles Fabre, par la grâce de Dieu et du Siège Apostolique, Archevêque de Montréal, donnons avis que Notre décret canonique plus haut mentionné a été émané sous Notre seing et sceau et le contresing de Notre Chancelier.

Le dit décret a été expédié aux prêtres, curés des paroisses intéressées, et a été publié dans les églises des dites paroisses deux dimanches consécutifs, et une copie du dit décret est conservée dans les archives des dites paroisses,

Et Nous donnons avis de l'émission du dit décret canonique, afin que la dite paroisse de Saint-Grégoire le Thaumaturge, telle que constituée par le dit décret, soit une paroisse catholique, à dater de l'insertion de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, avec les mêmes effets que si elle eut été reconnue pour toutes les fins civiles, en vertu du ch. 18 des statuts refondus du Bas-Canada, sujette aux dispositions des sec. 3 et 5 du ch. 24 de l'acte 50 Vict., et avec les limites exprimées dans le dit décret canonique.

+ EDOUARD CHS., Arch. de Montréal.  
Montréal, 26 décembre 1887. 4279

civily recognized, is and shall be a Catholic parish, from and after the insertion in the *Quebec Official Gazette*, of a notice of the issue of the canonical decree which erected or shall erect the same, and that, as fully as if such parish has been recognized and ratified for civil purposes, under chapter 18 of the Consolidated Statutes for Lower Canada.

Whereas by sec. 2 of the said ch. 24 of the act 50 Vict., it is enacted that : Whenever it is required to dismember and subdivide any parish, or to unite two or more parishes or parts of parishes, or to alter or modify the limits, bounds and division lines of any parish already established and erected according to law, for religious purposes, within the limits of the parishes of the territory above mentioned, already dismembered and civilly erected, such dismemberments, subdivisions, unions of parishes or parts of parishes, changes and alterations, shall have civil effect from and after the date of the insertion in the *Quebec Official Gazette*, of a notice of the issue of the canonical decree ordering the same, and that as fully as if the whole had been carried out under the provisions of chapter 18 of the Consolidated Statutes of Lower Canada ; subject to the provisions of the canonical decree concerning them.

Whereas by sec. 4 of the same ch. 24 of the said act 50 Vict., it is enacted that under the name of parish, for the purposes of this act, shall be comprised the national parishes erected, or to be erected within the limits of the old parish of Notre Dame de Montreal, under the provisions of the act 42-43 Vict., chap. 41.

Considering that it appears desirable to Us that the parish of Saint Grégoire le Thaumaturge, at Montreal, canonically erected by Our decree, in date of the 7th of December, 1887, the said parish formed of a certain part of the parishes of the Sacred Heart, of Saint Vincent de Paul, of the Nativity of Hochelaga, of Notre Dame du Bon Conseil and of the Très Saint Enfant Jésus of Coteau Saint Louis, and bounded as follows, to wit : on the south-east by the middle of Sherbrooke street, and its projected continuation, on the south-west by the middle of Amherst street as far as the south eastern limits of the parish of Saint Jean Baptiste, and from there on the north-west by the said parish of Saint Jean Baptiste, on the south-west again by the middle of Papineau road as far as Mount Royal Avenue, north-west limit of the said parish of Saint Jean Baptiste, on the south-east again by the middle of the said Mount Royal Avenue as far as Amherst street, and from there on the south-west by the middle of the said Amherst street as far as the line of the Canadian Pacific Railway, and finally on the north west again, on the north and north-east by the said Canadian Pacific Railway line, as far as its intersection with the said Sherbrooke street.

We, the undersigned, Edouard Charles Fabre, by the Grace of God and the Apostolic See, Archbishop of Montreal, give notice that the canonical decree, mentioned above, has been issued under Our signature and seal and the countersign of Our Chancellor.

The said decree has been dispatched to the priests, curates of parishes interested, and has been published in the churches of the said parishes on two consecutive Sundays, and a copy of the said decree as preserved in the records of the said parishes.

And We give notice of the issue of the said canonical decree, in order that the said parishes of Saint Grégoire le Thaumaturge, as constituted by the said decree, be a Catholic parish dating from the insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*, with the same effects as if it had been recognized for all civil purposes, in virtue of the chap. 18 of the Consolidated Statutes of Lower Canada, subject to the provisions of the sec. 3 and 5 of the chap. 24 of the act 50 Vict., and with the limits designated in the said canonical decree.

+ EDOUARD CHS., Arch. of Montréal.  
Montréal, 26th Decem. 1887. 4280

SYNOPSIS des rapports faits par les Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le feu, faisant affaires en la province de Québec, pour l'année finissant le 31 août 1887, préparé en vertu des dispositions de la section 74 de l'Acte des Compagnies d'Assurance Mutuelle contre le Feu, de 1882, et amendements.

SYNOPSIS of returns made by the Mutual Fire Insurance Companies transacting business in the province of Quebec, for the year ended 31st August, 1887, prepared in accordance with the provisions of section 74 of the Mutual Fire Insurance Companies' Act of 1882 and amendments.

| Noms des Compagnies.<br>Names of Companies. | Actif.<br>Assets.          |                    |   |                                |                           |  | Passif.<br>Liabilities.     |   |  |                       |                  | Revenu.<br>Income.                    |   |                                     |                        |                  |                                   |
|---|----------------------------|--------------------|---|--------------------------------|---------------------------|--|-----------------------------|---|--|-----------------------|------------------|---------------------------------------|---|-------------------------------------|------------------------|------------------|-----------------------------------|
|   | Inmeubles.<br>Real Estate. | Comptant.<br>Cash. | Versements non-payés<br>(bons).— Unpaid assessments (good). | Billets de dépôts non cotisés. | Deposit notes unassessed. | Autres montants dus.<br>Other amounts due. | Placements.<br>Investments. | Pertes non-payés.<br>Losses due but unpaid. | Réclamations contestées.<br>Resisted claims. | Intérêt.<br>Interest. | Prêts.<br>Loans. | Autres réclamations.<br>Other claims. | Argent reçu sur versements.<br>Cash on assessments. | Primes payées.<br>Cash on premiums. | Intérêts.<br>Interest. | Prêts.<br>Loans. | Autres revenus.<br>Other sources. |
|   | \$ cts.                    | \$ cts.            | \$ cts.   | \$ cts.                        | \$ cts.                   | \$ cts.                                    | \$ cts.                     | \$ cts.                                     | \$ cts.                                      | \$ cts.               | \$ cts.          | \$ cts.                               | \$ cts.   | \$ cts.                             | \$ cts.                | \$ cts.          | \$ cts.                           |
| 1 Comté de—County of Beauharnois .....      |                            | 2,565 70           | 109 98  | 4,847 86                       |                           |  |                             |   |  |                       |                  | 133 97                                | 1,743 00  | 10831.37                            |                        | 11 50            |                                   |
| 2 Cantons de l'Est—Eastern Townships.       | 300 00                     | 4,313 57           | 18,325 00   | 88,548 02                      | 2,590 69                  |  | 938.70                      | 1,600 00                                    | 643 30                                       | 41,872 83             | 2,060 06         | 12,025 53                             | 1,655 37  | 10831 37                            |                        | 11 50            |                                   |
| 3 Cité de—Montreal city                     | 11,500 00                  | 65,293 13          | 9,392 58  | 376,277 55                     |                           |  |                             |   |  |                       |                  | 8,141 44                              | 3,967 41  | 2,821 28                            |                        | 15 95            |                                   |
| 4 Missisquoi & Rouville.                    |                            | 16,176 60          | 66 11   | 10,060 98                      |                           |  | 14 00                       |   |  |                       |                  | 2,980 22                              | 1,782 06  | 308 60                              |                        |                  |                                   |
| 5 Montmagny.....                            | 100 00                     | 1,071 72           | 3,438 42  | 36,499 65                      |                           |  | \$ 529 00                   | 3,200 00                                    |  | 5,886 77              | 125 00           | 3,602 70                              | 163 02  | 2,260 00                            |                        | 251 19           |                                   |
| 6 Maskinongé.....                           |                            |                    |   | 3,291 40                       |                           |  | 5 00                        |   |  |                       |                  |                                       |   |                                     |                        |                  |                                   |
| 7 Richmond, Drummond & Yamaska .....        |                            | 794 93             | 3,383 10  | 74,083 89                      | 1,784 44                  |  | 100 00                      |   | 134 08                                       | 6,900 00              | 1,688 19         | 2,660 31                              | 1,684 84  | 51 30                               |                        | 4,059 08         |                                   |
| 8 Rimouski, Témiscouata & Kamouraska .....  |                            |                    | 625 34  | 37,387 90                      | 200 00                    |  | 1,115 00                    | 2,000 00                                    |  |                       | 507 98           | 1,174 86                              |   |                                     |                        | 946 71           |                                   |
| 9 Stanstead & Sherbrooke                    | ‡ 600 00                   | 2,088 26           | 11,349 91   | 222,906 00                     | 3,100 62                  |  |                             | 2,560 00                                    | 543 00                                       | 28,283 45             | 499 30           | 31,126 88                             | 3,512 10  | 159 86                              | 2,327 45               | 1,481 55         |                                   |

| Noms des Compagnies.<br>Names of Companies. | Dépenses<br>Expenditure.                                  |  |  |  |                                      |  | Divers.<br>Miscellaneous.   |   |  |                                       |  |                                       |  |                                       |
|---|---|--|--|--|--------------------------------------|--|---|---|--|---------------------------------------|--|---------------------------------------|--|---------------------------------------|
|   | Pertes payées durant l'année.<br>Losses paid during year. | Taxes et dépenses de bureau.<br>Taxes and office expenses. | Remboursé sur prêts.<br>Repaid on Loans. | Commissions payées aux agents.—Commissions paid to agents. | Autres paiements.<br>Other payments. | Pertes encourues durant l'année.—Total.<br>Total losses sustained during the year. | Arrérages de versements rayés comme mauvais.—Arrears of assessments written off as bad. | Billets de dépôt reçus durant l'année.<br>Deposit notes received during the year. | No. des polices en force.<br>No. of policies in force. | Montant des mêmes.<br>Amount of same. | Nombre émanées durant l'année—Number issued in the year. | Montant des mêmes.<br>Amount of same. | Nombre en force dans les cités et villes.<br>Number in force in cities and towns | Montant des mêmes.<br>Amount of same. |
| 1 Comté de—County of Beauharnois.....       | \$ cts. 404 60  | \$ cts. 642 79   | \$ cts. 88 12                            | \$ cts. 836 93   | \$ cts. 4,024 72                     | 688  | \$ cts. 801,977 36  | 293   | \$ cts. 361,027 69                                     |                                       |  |                                       |  |                                       |
| 2 Canton de l'Est—Eastern Townships.        | 5,706 57  | 1,581 38   | 9,903 95                                 | 2,276 83   | 4,779 90                             | 11,766 70  | 759 41  | 29,387 80   | 1,783  | 1,482,511 00                          | 468  | 349,416 00                            | 45   | 36,250 00                             |
| 3 Cité de—Montreal city                     | 6,732 43  | 1,235 06   |  |  | 6,108 07                             | 6,732 43   |   |   | 1715   | 4,738,135 00                          | 588  | 1,753,950 00                          | (Tous de la cité de—All in Montreal city.)                                       |                                       |
| 4 Missisquoi & Rouville.                    | * 1,969 80  | 831 31   |  | 274 56   | 397 74                               | 1,433 80   | 41 74   | 5,712 30  | 1583   | 1,380,868 27                          | 331  | 298,040 00                            |  |                                       |
| 5 Montmagny.....                            | 1,107 60  | 1,046 54   | 2,946 22                                 | 274 08   | 130 81                               | 529 00   |   | 14,514 82   | 1207   | 1,299,045 64                          | 340  | 347,255 00                            | 52   | 64,850 00                             |
| 6 Maskinongé.....                           |   | 7 67   |  |  |                                      |  |   | 349 52  | 376  | 333,583 00                            | 44   | 34,952 00                             |  |                                       |
| 7 Richmond, Drummond & Yamaska.....         | 3,337 00  | 149 13   |  | 1,282 45   | 2,486 92                             |  | 400 00  | 38,196 00   | 952  | 668,852 00                            | 325  | 234,104 00                            | 62   | 34,910 00                             |
| 8 Rimouski, Témiscouata & Kamouraska.....   | 780 27  | 107 65   |  | 173 06   | 1,081 48                             | 3,895 27   | 1,538 21  | 10,100 55   | 936  | 969,767 00                            | 113  | 169,150 00                            | 120  | 98,125 00                             |
| 9 Stanstead & Sherbrooke                    | 12,856 53   | 4,551 78   | 139 66 47                                | 4,453 67   | 2,779 39                             | 14,877 40  |   | 99,101 36   | 4809   | 4,266,641 88                          | 991  | 1,049,698 00                          | (Mêmes que l'an passé.—About same as last year)                                  |                                       |

\* De ce montant, \$500 étaient pour des incendies antérieures au commencement de l'année.—Of this amount \$500 were for fires that occurred previous to the year's commencement.

† Contesté à cause d'irrégularités dans les transferts.—Resisted owing to irregularities in transfers effected. § Payé en septembre 1887.—Paid in September, 1887.

‡ De ce montant \$300 sont pour immeubles, et la balance pour ameublement de bureau.—Of this amount \$300 is for real estate; the balance represent's office furniture.

|| Ameublement de bureau.—Office furniture.

H T MACHIN, Assistant Trésorier, P. Q.  
Département du Trésor, Québec, 31 décembre 1887.

H. T. MACHIN, Assistant Treasurer, P. Q.  
Treasury Department, Quebec, 31st December, 1887. 4307-8

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Dans la Cour Supérieure.*  
 No. 1229.  
 Dame Cesarine Masson, des cité et district de Montréal, épouse de Athanase Papineau, voiturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Athanase Papineau, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens, a, ce jour été instituée en cette cause.  
 JUDAH, BRANCHAUD & BAUSET,  
 Avocats de la Demanderesse.  
 Montréal, 20 septembre 1887. 4243 2

Province de Québec, }  
 District de Bedford, } *Cour Supérieure*  
 No. 3860.  
 Dame Mathilde Vien, du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, épouse de Joseph Couture, hôtelier, du même lieu, et la dite dame étant autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Joseph Couture, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.  
 S. CONSTANTINEAU,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Sweetsburg, 26 Novembre 1887. 4151 3

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal. }  
 No. 2704.  
 Dame Elizabeth Ann Garraty, de la cité et du district de Montréal, épouse de Thomas Webster, marchand-tailleur, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 et  
 Thomas Webster, marchand-tailleur, de la dite cité et du dit district de Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le seizième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-sept.  
 ST. PIERRE, GLOBENSKY & POIRIER,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 15 décembre 1887. 4175 3

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal. }  
 No. 1210.  
 Dame Zéphirine Saint-Pierre, de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Isle Bizard, dans le district de Montréal, épouse de François-Xavier Wilson, cultivateur et négociant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 et  
 François-Xavier Wilson, cultivateur et négociant, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinq octobre mil huit cent quatre-vingt-cinq.  
 SAINT-PIERRE & GLOBENSKY,  
 Avocats de la Demanderesse.  
 Montréal, 15 décembre 1887. 4177 3

*Cour Supérieure—District de Montréal.*  
 No. 947.  
 Dame Anna Savaria, épouse de Omer Dufresne, commerçant de la cité de Montréal, dûment autorisée, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.  
 JODOIN & JODOIN,  
 Procureurs de la Demanderesse.  
 Montréal, 3 septembre 1887. 4023 4

District de Montréal. }  
 No. 2635. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Georgine Archambault de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a, ce

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *In the Superior Court.*  
 No. 1229.  
 Dame Cesarine Masson, of the city and district of Montreal, wife of Athanase Papineau, carriage maker, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Athanase Papineau, Defendant.  
 An action en séparation de biens has, this day, been instituted in this cause.  
 JUDAH, BRANCHAUD & BAUSET,  
 Attorneys for Plaintiff.  
 Montreal, 20th September, 1887. 4244

Province of Quebec, }  
 District of Bedford, } *Superior Court.*  
 No. 3860,  
 Dame Mathilde Vien, of the township of Stanbridge, in the district of Bedford, wife of Joseph Couture, hotel keeper, of the same place, and the said Dame being authorized to ester en justice.  
 Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Joseph Couture, Defendant.  
 An action for separation as to property has been instituted this day in this case.  
 S. CONSTANTINEAU,  
 Advocate for the Plaintiff.  
 Sweetsburg, 26th November 1887. 4152

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court*  
 District of Montréal. }  
 No. 2704.  
 Elizabeth Ann Garraty, of the city and district of Montreal, wife of Thomas Webster, merchant tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;  
 and  
 Thomas Webster, merchant tailor, of the said city and district of Montreal, Defendant.  
 An action en séparation de biens has been instituted in this cause the sixteenth day of June, one thousand eight hundred and eighty seven.  
 ST. PIERRE, GLOBENSKY & POIRIER,  
 Attorneys for Plaintiff.  
 Montreal, 15th December, 1887. 4176

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montréal. }  
 No. 1210.  
 Zéphirine Saint Pierre of the paristh of Saint Raphaël of Isle Bizard, in the district of Montreal, wife of François Xavier Wilson, farmer and merchant of the same place, duly authorized to ester en justice.  
 Plaintiff ;  
 and  
 François Xavier Wilson, farmer and merchant of the said same place, Defendant.  
 An action en séparation de biens has been instituted in this case the fifth October one thousand eight hundred and eighty five.  
 SAINT-PIERRE & GLOBENSKY,  
 Attorneys for Plaintiff.  
 Montreal, 15th December, 1887. 4178

*Superior Court—District of Montreal.*  
 No. 947.  
 Dame Anna Savaria, wife of Omer Dufresne, trader, of the city of Montreal, duly authorized, has, this day, take an action in separation as to property against her husband.  
 JODOIN & JODOIN,  
 Attorneys for Plaintiff.  
 Montreal, 3rd September, 1887. 4024

District of Montréal. }  
 No. 2635. } *Superior Court.*  
 Dame Georgine Archambault of Montréal, said district, duly authorized to ester en justice, has, this

jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Damase Perrault, commerçant du même lieu.

Z. RENAUD,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 1er décembre 1887. 4025 4

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
Dame Hélène Grenier, de la paroisse de Lanoraie,  
district de Richelieu, épouse de Achille Féréol  
Fleury, médecin du même lieu, dûment autorisée  
à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Achille Féréol Fleury, médecin du même  
lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le premier jour de décembre 1887.

C. A. CHÈNEVERT,  
Avocat de la Demanderesse.  
Sorel, 1 décembre 1887. 4031 4

District de Montréal. }  
No. 2634. } *Cour Supérieure.*  
Dame Marie S. Hudon, des cité et district de Mont-  
réal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce  
jour, institué une action en séparation de biens  
contre son époux George Chaussé, menuisier, du  
même lieu.

Z. RENAUD  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 1er décembre 1887. 4027 4

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Richelieu. }  
Mde Exilma Plamondon, a institué une action en  
séparation de biens contre son époux Napoléon  
Godbout, marchand, de Saint-Marcel, district de  
Richelieu.

A. A. BRUNEAU,  
Avocat de la Demanderesse.  
Sorel, 19 août 1887. 4097 4

Province de Québec }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No. 3204.  
Dame Flore Fauteux, épouse de Désiré Drainville,  
médecin, de la ville de Berthier, district de Riche-  
lieu, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Désiré Drainville, médecin du même lieu,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause le quatorzième jour de novembre, mil  
huit cent quatre-vingt-sept.

BOURGOUIN & PELLAND,  
Avocats de la Demanderesse.  
Sorel, 14 novembre 1887. 3985 5

Avis est par le présent donné que sous un mois  
après la dernière publication d'icelui dans la *Cazette  
Officielle*, une demande sera faite à Son Honneur le  
Lieutenant-Gouverneur en Conseil par les requé-  
rants ci-après nommés, conformément à l'Acte des  
Compagnies à fonds social, pour obtenir des Lettres  
Patentes, les constituant et telles autres personnes  
qui pourront devenir actionnaires de la Compagnie  
devant être créée par les dites Lettres Patentes en  
corps politique et incorporé, sous le nom et dans le  
but ci-après mentionnés.

Premièrement.—Le nom de la Compagnie propo-  
sée sera "The City Printing and Publishing Com-  
pany."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorpo-  
ration est demandée est de faire les affaires d'im-  
pression de livres et impression à la pièce et la publi-  
cation de journaux et ouvrages périodiques.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de  
la Compagnie sera en la cité de Montréal, en la  
province de Québec.

day, instituted an action for separation as to pro-  
perty against her husband, Damase Perrault,  
trader of the same place.

Z. RENAUD,  
Advocate for the Plaintiff.  
Montréal, 1st December 1887. 4026

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
Dame Hélène Grenier, of the parish of Lanoraie,  
district of Richelieu, wife of Achille Féréol  
Fleury, physician, of the same place, duly authorised  
to ester en justice, Plaintiff ;

and

The said Achille Féréol Fleury, physician, of the  
same place, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted in this cause, on the first day of Decem-  
ber, 1887.

C. A. CHÈNEVERT,  
Advocate for the Plaintiff.  
Sorel, 1st December, 1887. 4032.

District of Montreal. }  
No. 2634. } *Superior Court.*  
Dame Marie S. Hudon, of Montreal said district,  
duly authorized to ester en justice, has, this day,  
instituted an action for separation as to property  
against her husband George Chaussé, carpenter,  
of the same place.

Z. RENAUD  
Advocate for the plaintiff.  
Montreal, 1st December, 1887. 4028

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Richelieu. }  
Miss Exilma Plamondon, has instituted a demand  
for separation as to property, against her husband  
Napoléon Godbout, merchant of the parish of  
Saint Marcel, district of Richelieu.

A. A. BRUNEAU,  
Attorney for Plaintiff.  
Sorel, 19th August, 1887. 4098

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No. 3204.  
Dame Flore Fauteux, of the town of Berthier, in  
the district of Richelieu, wife of Désiré Drainville,  
physician, of the same place, said wife duly autho-  
rized à ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Désiré Drainville, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted against the defendant in this cause on the  
fourteenth day of November, one thousand eight  
hundred and eighty seven.

BOURGOUIN & PELLAND,  
Attorneys for Plaintiff.  
Sorel, 14th November, 1887. 3986

Notice is hereby given that within one month  
after the last publication hereof in the *Quebec Official  
Gazette*, application will be made to His Honor the  
Lieutenant Governor in Council, by the applicants  
hereinafter named in pursuance of the joint stock  
Company's Act, for Letters Patent, constituting  
them and such others as may hereinafter become  
shareholders in the Company to be created by such  
Letters Patent a body corporate and politic under  
the name and for the purposes herein mentioned.

Firstly.—The proposed name of the Company is  
"The City Printing and Publishing Company."

Secondly.—The purposes for which incorporation  
is sought are to carry on the business of book and  
job printing and the publications of news papers and  
periodicals.

Thirdly.—The chief place of business of the  
Company is to be in the city of Montreal, in the  
province of Quebec.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite Compagnie sera de seize mille piastres divisé en seize cents actions de dix piastres chacune.

Cinquièmement.—Les noms au long, résidences et professions des dits requérants sont comme suit :

John Robinson Alexander, agent d'assurance, Arthur Featherston, marchand, Thomas Sawtel Vipond, marchand, George Young, gentilhomme, Charles Morton, marchand, Réverend Alexander Campbell, ministre, John Hugh Timmis, marchand, William Elisha Manson, marchand, Louis Emmet Joseph Waters, marchand, Henry Allen Jackson, imprimeur et James F. Scriver, gentilhomme, tous des cité et district de Montréal, et province de Québec, lesquels sont tous sujets Anglais, résidants en Canada et seront les premiers directeurs de la Compagnie proposée.

GREENSHIELDS, GUERIN  
& GREENSHIELDS,

Solliciteurs des Requérants.

Montréal, 3 décembre 1887. 4095 4

Montmagny, }  
No. 116. } Cour Supérieure.

Dame Marie Alice Boilard, du township Montminy, épouse de Eugène Charles Carbonneau, du même lieu, commis-marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Eugène Charles Carbonneau,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

CHOQUETTE & MARTINEAU.

Procureur de la Demanderesse.

Montmagny, 26 novembre 1887. 3955 5

Fourthly.—The capital stock of the said company is to be sixteen thousand dollars divided into sixteen hundred shares of ten dollars per share.

Fifthly.—The names in full and the addresses and collings of the said applicants are as follows :

John Robinson Alexander, insurance agent, Arthur Featherston, merchant, Thomas Sawtel Vipond, merchant, George Young, gentleman, Charles Morton, merchant, the Reverend Alexander Campbell, clergyman, John Hugh Timmis, merchant, William Elisha Manson, merchant, Louis Emmet, Joseph Waters, merchant, Henry Allen Jackson, printer and James F. Scriver, gentleman, all of the city and district of Montreal, and province of Quebec, all of whom are British subjects, resident in Canada, and all of whom are to be the first directors of the proposed Company.

GREENSHIELDS, GUERIN  
& GREENSHIELDS,

Solicitors for Applicants.

Montreal, 6th December, 1887. 4096

Montmagny, }  
No. 116. } Superior Court.

Dame Marie Alice Boilard, of the township of Montminy, wife of Eugène Charles Carbonneau, of the same place, clerk duly authorised to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Eugène Charles Carbonneau,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

CHOQUETTE & MARTINEAU,

Solicitor for the Plaintiff.

Montmagny, 26th November. 1887. 3956

## Avis de Faillite

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.

Honorable Isidore Thibaudeau et al.,  
Demandeurs ;

vs.

L. Philippe Guillemette, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, 22e jour de décembre 1887, le défendeur a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Terrebonne.

Daté ce 28e jour de décembre 1887.

THIBAUDEAU FRERES & CIE.

4323 Créanciers.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Candide Lemire, (O. Lemire & Cie.),  
failli.

Avis est par le présent donné que, le 27e jour de décembre 1887, par ordre de la cour, nous avons été nommé curateur-conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur-conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes.

Montréal, 27 décembre 1887. 4295

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Thomas McCord, marchand de Québec, failli.

Avis est par le présent donné que le 24e jour de décembre 1887, en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge L. B. Caron, j'ai été nommé curateur aux biens de la succession de Thomas McCord, marchand, de Québec, failli.

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } Superior Court.

Honorable Isidore Thibaudeau et al.,  
Plaintiffs.

vs.

L. Philippe Guillemette, Défendeur.

Notice is hereby given that on the 22nd day of December, 1887, in the office of the protonotary of the superior court of the district of Terrebonne, the defendant has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Dated this 28th day of December, 1887,

THIBAUDEAU BROS & CO.

4224 Creditors.

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } Superior Court.

In re: Candide Lemire, (O. Lemire & Co.),  
Insolvent.

Notice is hereby given, that on the 27th day of December, 1887, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes Sq.

Montreal, 27th December, 1887. 4296

Province of Quebec, }  
District of Québec. } Superior Court.

In the matter of Thomas McCord, dry goods merchant, of Québec, insolvent.

Notice is hereby given in virtue of a judgment of the Honorable Judge L. B. Caron, that on the 24th day of December 1887, I have been appointed curator to the estate of Thomas McCord, dry goods merchant, of Québec,

Toutes réclamations contre cette succession doivent être produites devant moi dûment attestées d'hui a trente jours, conformément à l'acte 48 Vict. chap. 22.

HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Bureau,  
Coin des rues Notre-Dame  
et Lamontagne, Québec.

4341

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure,*  
No. 296, }

*In re* Joseph Perreault, failli, et Charles Desmar-teau, curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 16ème jour de janvier 1888, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598 rue Notre-Dame.

C. DESMARTEAU,  
Curateur.

Montréal, 29 déc. 1887.

4335

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No. 328, }

Hudon & Orsali, Demandeurs ;

vs.

Delle Philomène Pelletier, marchande publique tant individuellement que comme ayant fait affaire sous le nom de L. N. Miller & Cie.

Defenderesse.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour le 26ème jour de décembre 1887, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. DESMARTEAU,  
Curateur.

No. 1598 rue Notre-Dame,  
Montréal, 26 décembre 1887.

4299

## Règles de Cour

Province de Québec, }  
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*

Le vingt-quatrième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

Devant l'honorable M. le Juge Brooks.

Jean T. Cassidy *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Levina Fournier, de Coaticook, fille majeure jouissant et usant de ses droits, faisant affaires comme marchande publique, à Magog, Qué., sous le nom et raison de L. S. Fournier & Cie.,

Defenderesse.

La défenderesse ayant fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le vingt-deuxième jour de décembre courant, il est ordonné aux créanciers de la défenderesse de s'assembler au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, le seizième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-huit, à onze heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur aux dits biens et pour toutes autres affaires qui pourront leur être légalement soumises. L'avis de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée devra être publiée une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, une fois dans le *Weekly Examiner* et une fois dans *Le Progrès de l'Est*, une semaine avant la dite assemblée, et les créanciers dont les noms sont sur la liste des créanciers seront spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de l'assemblée.

E. T. BROOKS,  
J. C. S.

4297

All claims against this estate must be filed with me duly attested within thirty days according to the act 48 Vict., chap. 22.

HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Office  
Corner of Notre-Dame and  
Mountain streets, Quebec.

4342

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 296. }

*In re*, Jos. Perreault, insolvent, and Chr. Desmar-teau, curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 16th day of January 1888, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,  
Curator.

1598 Notre Dame street,  
Montreal, 29th December, 1887.

4336

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 328. }

Hudon & Orsali, Plaintiffs ;

vs.

Miss Philomène Pelletier, *marchande publique* as well individually as having done business under the name and style of L. N. Miller & Co.

Defendant.

Notice is hereby given that on the 26th day of December 1887, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed within a month,

C. DESMARTEAU,  
Curator.

1598 Notre Dame street,  
Montreal, 26th December, 1887.

4300

## Rules of Court

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis, } *Superior Court.*

The twenty-fourth day of December, one thousand eight hundred and eighty-seven.

Before the Honorable Mr. Justice Brooks.

Jean Cassidy, *et al.*, Plaintiffs,

vs.

Levina Fournier, of Coaticook, *fille majeure jouissant et usant de ses droits* doing business as *marchande publique* at Magog, Que., under the name style and firm of L. S. Fournier & Co.,

Defendant.

The defendant having made an abandonment of her property for the benefit of her creditors, on the twenty-second day of December instant, the creditors of defendant are ordered to appear at the Court House, in the city of Sherbrooke, on the sixteenth day of January, one thousand eight hundred and eighty-eight, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator to the said estate and upon all matters that may be legally submitted. The notice of the time and place of said meeting to be inserted once in the *Quebec Official Gazette*, once in the *Weekly Examiner* and once in *Le Progrès de l'Est*, one week previous thereto, and the creditors whose names appear in the schedule of creditors to be specially notified of the time and place of meeting.

E. T. BROOKS,  
J. S. C.

4298

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour de Circuit.*  
No. 1574.

EN VACANCE.

Mardi, le vingtième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

John C. Miltimore, Demandeur ;

vs.

Azro J. Beard, du canton de Brome, dans le dit district, Défendeur.

Il est ordonné sur motion du demandeur, en autant que l'insolvabilité du défendeur est alléguée, que les créanciers du dit défendeur soient appelés à produire leurs réclamations au bureau du greffier de cette cour, à Sweetsburg, dans le dit district, dans les quinze jours de la première insertion de cet ordre dans la *Gazette Officielle de Québec*.

HALL & LEONARD,

4273

G. C. C.

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour de Circuit.*  
No. 1577.

EN VACANCE.

Mardi, le vingtième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

William F. Vilas, Demandeur ;

vs.

Azro J. Beard, du canton de Brome, dans le dit district, Défendeur.

Il est ordonné sur motion du demandeur, en autant que l'insolvabilité du dit défendeur est alléguée, que les créanciers du dit défendeur soient appelés à produire leurs réclamations au bureau du greffier de cette cour, à Sweetsburg, dans le dit district dans les quinze jours de la première insertion de cet ordre dans la *Gazette Officielle de Québec*.

HALL & LEONARD,

4275

G. C. C.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure pour le Bas-Canada.*  
No. 1067.

Le vingt-huitième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENT:—L'Honorable M. le Juge WURTELE.  
James Ross *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Charles Derby de Vankleekhill dans la province d'Ontario, Défendeur

et

William Hodgson de la cité et district de Montréal, Tiers-saisi.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Charles Derby, le dit défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, soient maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau à Montréal, du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite *Gazette*, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

HONEY LONGPRÉ & CHENIER,

4337

P. C. S.

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Dans la Cour Supérieure.*  
Le vingt-neuvième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

Devant l'Honorable Mr le Juge BROOKS.  
J. Burstall *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Petry & Beaubien, Défendeur ;

et

F. Billingsley, Curateur.

La cour voyant le compte du curateur produit dans cette cause, audité et trouvé correct par les inspecteurs des biens des défendeurs, et la requête du dit curateur présentée ce jour pour obtenir sa décharge.

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *In the Circuit Court.*  
No. 1574.

IN VACATION.

Tuesday, the twentieth day of December, one thousand eight hundred and eighty seven.

John C. Miltimore, Plaintiff ;

vs.

Azro J. Beard, of the township of Brome, in said district, Defendant.

It is ordered on motion of plaintiff, in as much as the insolvency of said defendant is alleged, that the creditors of said defendant be called upon to file their claims in the office of the clerk of this court, at Sweetsburg, in said district, within fifteen days from the first insertion of this order in the *Quebec Official Gazette*.

HALL & LEONARD,

4274

C. C. C.

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *In the Circuit Court.*  
No. 1577.

IN VACATION.

Tuesday, the twentieth day of December, one thousand eight hundred and eighty seven.

William F. Vilas, Plaintiff ;

vs.

Azro J. Beard, of the township of Brome, in said district, Defendant.

It is ordered on motion of plaintiff, in as much as the insolvency of said defendant is alleged, that the creditors of said defendant be called upon to file their claims in the office of the clerk of this court, at Sweetsburg, in said district, within fifteen days from the first insertion of this order in the *Quebec Official Gazette*.

HALL & LEONARD,

4276

C. C. C.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court for Lower Canada.*  
No. 1067.

The twenty eighth day of December, one thousand eight hundred and eighty seven.

PRESENT:—The Honorable Mr. Justice WURTELE.  
James Ross, *et al.*, Plaintiff ;

vs.

Charles Derby, of Vankleekhill, in the province of Ontario, Defendant.

and

William Hodgson, of the city and district of Montreal, Tiers saisi.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Charles Derby, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office, in Montreal, of the protonotary of this court, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 603rd and 604th articles of the code of civil procedure.

HONEY, LONGPRÉ & CHENIER,

4338

P. S. C.

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*  
The twenty first day of December, one thousand eight hundred and eighty seven.

Before the Honorable Mr. Justice BROOKS.  
J. Burstall *et al.*, Plaintiff ;

vs.

Petry & Beaubien, Defendants ;

and

F. Billingsley, Curator.

The court seeing the account of the curator filed in this cause and that the same has been audited and found correct by the inspectors of defendants estate, and the petition of the said curator for his discharge this day presented.

Ordonne qu'avis du dépôt du dit compte soit publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, deux semaines consécutives, et que le dit compte soit approuvé et ratifié et que le dit curateur soit déchargé de sa dite charge à moins que cause contraire soit démontrée le ou avant le treizième jour de janvier prochain.

4249 2

CABANA & BOWEN,  
P. C. S.

## Licitation.

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec. }  
No. 1851. } *Cour Supérieure.*

## LICITATION.

Avis est par le présent donné par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant dans la cité de Québec, dans le district de Québec, le troisième jour de décembre, mil huit cent quatre-vingt-sept, dans une cause dans laquelle Jean *alias* Johnny Moreau de la ville de Lévis, commerçant, est demandeur et Dame Marie Joséphine *alias* Rebecca Moreau, de la ville de Lévis, épouse séparée de biens de Alphonse Leblond, du même lieu, commis marchand et le dit Alphonse Leblond mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse et Edouard Delisle, de la ville de Lévis, homme de police, en sa qualité de tuteur *ad hoc* nommé spécialement pour répondre à la demande en partage et licitation de Marie Malvina *alias* Lydia Moreau, du dit lieu, fille mineure sont défendeurs, ordonnent la licitation dit immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et le livre de renvoi du quartier Saint Laurent, dans la ville de Lévis, dans le comté de Lévis, sous le numéro deux cent soixante et dix-sept—avec maisons et autres bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le PREMIER jour de MARS, mil huit cent quatre-vingt-huit, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour, en la cité de Québec, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties et déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BELLEAU, STAFFORD & BELLEAU,  
Procs. du demandeur.  
Québec, 22 décembre 1887. 4281

## Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le

It is ordered that notice of the filing of said account be published in the *Quebec Official Gazette* for two consecutive weeks and that said account be approved and confirmed and that said curator be discharged from his said office unless cause to the contrary be shewn on or before the thirteenth day of January next.

4250

CABANA & BOWEN,  
P. S. C.

## Licitation.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec. }  
No. 1851. } *Superior Court.*

## LICITATION.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Cour, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the third day of December, one thousand eight hundred and eighty seven, in a cause in which Jean *alias* Johnny Moreau, of the town of Lévis, trader, is plaintiff; and Marie Joséphine *alias* Rebecca Moreau, of the town of Lévis, wife separated as to property of Alphonse Leblond, of the same place, clerk, and the said Alphonse Leblond, to assist and authorize his said wife, and Edouard Delisle, of the town of Lévis, policeman, in his quality of tutor *ad hoc* specially appointed to answer to the demand *en partage et licitation* of Marie Malvina *alias* Lydia Moreau, of the said place, minor, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows :

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Laurent's ward, in the town of Lévis, in the county of Lévis, as the number two hundred and seventy seven—with house and other buildings thereon erected.

The immoveable above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIRST day of MARCH, one thousand eight hundred and eighty eight, sitting the court, in the court room of the court house, in the said city of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotaire of the said court, and any opposition to annual, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said protonotaire of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BELLEAU, STAFFORD & BELLEAU,  
Attorneys for Plaintiff.  
Québec, 22nd December, 1887. 4282

## Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at

jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **A** **DRIEN ROY**, rentier, de No. 1492. } la cité de Québec, en le district de Québec, Demandeur ; contre **JOSEPH ROY**, fils de Pierre, cultivateur, de la paroisse de Saint-Isidore, en le district de Beauce, défendeur ; savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Isidore, à l'ouest de la route Justinienne, de la contenance de quatre-vingt-cinq arpents de terre, plus ou moins, en superficie, et formant le lot numéro quatre cent trente-sept (437), du cadastre officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Isidore—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Isidore, le SIXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi: Le dit bref rapportable le quinzième jour de mars prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph Beauce, 27 décembre 1887. 4303  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **A** **DRIEN ROY**, rentier, de No. 1491. } la cité de Québec, en le district de Québec, Demandeur ; contre **PIERRE ROY**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Isidore, en le district de Beauce, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Isidore, en la concession: Dalhousie, de la contenance de quarante arpents, plus ou moins, en superficie, et prenant le lot numéro cinq cent quatre-vingt seize (596), du cadastre officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Isidore—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Isidore, le SIXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de mars prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph Beauce, 27 décembre 1887. 4301  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **E** **DOUARD JACQUES**, cul- No. 1532. } tivateur, demeurant en la paroisse de Saint-Frédéric, en le district de Beauce, Demandeur ; contre **CHRYSOLOGUE BERNIER**, journalier, demeurant en la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, Défendeur, savoir :

Un emplacement sis et situé en le troisième rang du canton de Broughton, paroisse de Saint-Frédéric, en le district de Beauce, de la contenance d'un demi quart d'arpent et une perche de terrain en superficie, joignant d'un côté au chemin royal, de l'autre côté à Johnny Bernier, et des deux autres côtés à Dame veuve Antoine Doyon—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Frédéric, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour de février prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 26 novembre 1887.  
[Première publication, 3 décembre 1887. 3965 2

any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **A** **DRIEN ROY**, gentleman, of No. 1492. } the city of Quebec, in the district of Quebec, Plaintiff ; against **JOSEPH ROY**, son of Pierre, farmer, of the parish of Saint Isidore, in the district of Beauce, defendant, to wit :

A land situated in the parish of Saint Isidore, on the west of the Justinienne by-road, consisting of eighty five arpents of land, more or less, in superficies and forming the lot number four hundred and thirty seven (437), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Isidore—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Isidore, on the SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of March next.

G. O. TASCHEREAU

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph Beauce, 27th December, 1887.  
[First published, 31st December, 1887.) 4304

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **A** **DRIEN ROY**, gentleman, No. 1491. } of the city of Quebec, in the district of Quebec, Plaintiff ; against **PIERRE ROY**, farmer, of the parish of Saint Isidore, in the district of Beauce, Defendant, to wit :

A land situated in the parish of Saint Isidore, in Dalhousie concession, consisting of forty arpents, more or less, in superficies, and forming the lot number five hundred and ninety-six, (596), of the official cadastre and book of reference of the said parish of Saint Isidore—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Isidore, on the SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of March next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph. Beauce, 27th December, 1887.  
[First published, 31st December, 1887]. 4302

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **E** **DOUARD JACQUES**, far- No. 1532. } mer, residing in the parish of Saint Frederic, in the district of Beauce, Plaintiff ; against **CHRYSOLOGUE BERNIER**, laborer, residing in the city of Sherbrooke, in the district of Saint François, Defendant, to wit :

An emplacement situate and lying in the third range of the township of Broughton, parish of Saint Frederic, in the district of Beauce, consisting of one eighth of an arpent and one perch of land in superficies, joining by one side to the Queen's highway, by the other side to Johnny Bernier, and by the two other sides to Dame widow Antoine Doyon—with a house thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Frederic, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of February next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 26th November, 1887.  
[First published, 3rd December, 1887.] 3966

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **JEAN-BAPTISTE**  
District de Beauharnois. } **CHRISTIN ST.**  
No. 16. } **AMOUR**, commerçant, de  
la ville Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, Demandeur; contre **LUCIUS POITRAS**, du même lieu, Défendeur; et **Lucius Poitras**, demandeur sur exécution; contre **Jean-Baptiste Christin St. Amour**, défendeur sur exécution; et **Seers & Laurendeau**, distrayants.

1. Un lot de terre, en la ville Salaberry de Valleyfield, No. 48 des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville, de figure irrégulière, contenant en superficie cinq mille soixante et seize pieds (5076), mesure anglaise, plus ou moins — et les bâtisses dessus construites.

2. Un autre lot, en la même ville, No. 45, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville Salaberry de Valleyfield, superficie, deux mille trente-cinq pieds (2035) — et les bâtisses sur-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, **MARDI**, le **SIXIEME** jour de **MARS** prochain, à **ONZE** heures du l'avant-midi. Bref rapportable le douze mars aussi prochain.

**PHILÉMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, } Sherif.  
Beauharnois, 26 décembre 1887. } 4291  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

**ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS***Cour Supérieure—District de Beauharnois.*

Province de Québec, } **LOUIS ALEXAN-**  
District de Beauharnois. } **DRE SEERS**  
No. 294. } **écuyer**, avocat, de la  
ville de Beauharnois, district de Beauharnois, Demandeur; contre **STANISLAS VIAU**, propriétaire de moulin, de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, Défendeur.

1. Un lot de terre de figure irrégulière, sis et situé à Melocheville, au sud du canal de Beauharnois, et connu et désigné au plan officiel et au livre de renvoi de la paroisse de Saint-Clément, sous le No. 396, contenant en superficie un arpent — avec ensemble tous et chacun les droits et prétentions, privilèges et servitudes que le nommé **Stanislas Viau**, le dit défendeur a en vertu de son contrat d'acquisition de **Joseph Meloche**, sur partie du lot de terre désigné sous le No. 395, au plan officiel sur le livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Clément, icelle partie du dit No. 395, situé au sud du dit canal, dans le voisinage immédiat de l'écluse No. 7, avec aussi un moulin à farine, ses dépendances, machineries et tout ce qui en fait partie par nature et destination, un pouvoir d'eau, tuyau d'alimentation de turbines, (flume), coursier de décharge, droits de passage, enfin tous droits que le dit **Joseph Meloche**, l'auteur du dit défendeur a

## Sheriff's Sales—Beauharnois

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Superior Court.*

Province of Quebec, } **JEAN BAPTISTE**  
District of Beauharnois. } **CHRISTIN ST.**  
No. 16. } **AMOUR**, merchant, of  
the town of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, Plaintiff; vs. **LUCIUS POITRAS**, of the same place, Defendant; and **Lucius Poitras**, plaintiff for execution; vs. **Jean Baptiste Christin St. Amour**, defendant on execution and **Seers & Laurendeau**, distrayants.

1. A lot of land in the town of Salaberry de Valleyfield, No. 48, of the official plan and book of reference of the said town, of irregular outline; containing in superficies five thousand and seventy six feet (5076), english measurement, more or less — and the buildings thereon constructed.

2. Another lot in the same town, No. 45, of the official plan and book of reference, of the said town of Salaberry de Valleyfield, two thousand and thirty five feet in superficies (2035) — and the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cécile, on **TUESDAY** the **SIXTH** day of **MARCH** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twelfth of March, also next.

**PHILÉMON LABERGE,**

Sheriff's Office, } Sheriff.  
Beauharnois, 26th December, 1887. } 4292  
[First published, 31st December, 1887.]

**ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Superior Court.—District of Beauharnois.*

Province of Quebec, } **LOUIS ALEXANDRE**  
District of Beauharnois. } **L SEERS**, esquire,  
No. 294. } **advocate**, of the town of  
Beauharnois, district of Beauharnois, Plaintiff; against **STANISLAS VIAU**, mill-owner, of the parish of Saint Clément de Beauharnois, Defendant.

1. A lot of land of irregular shape, situate and lying at Melocheville, on the south of the Beauharnois canal, and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Clément, under the number 396, containing in superficies one arpent — together with each and all the rights, claims, privileges and servitudes which the said **Stanislas Viau**, the said defendant has in virtue of his deed of purchase from **Joseph Meloche**, on portion of the lot of land designated under the number 395, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Clément, the said part of the said No. 395, situated on the south of the said canal, in the immediate vicinity of lock No. 7, as well as with a flour-mill, its dependencies, machinery and everything forming parte of it, naturally and by improvement, a water power, flume, outlet course, rights of way, in fine all rights which the said **Joseph Meloche**, the predecessor of

en vertu d'un document ou *Indentaire* en double à Ottawa, le 3 juin 1868.

2. Partie d'un autre lot de terre situé au même lieu, et désigné au dit plan officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Clément, sous le No. 397; borné en front au nord-est par le chemin public, au sud-est au sud-ouest par le No. 399; au nord-est par le résidu du dit No. 397, ou une fosse ou décharge—avec une maison en bois et autres bâtisses dessus construites, contenant 60 pieds de largeur sur le chemin allant au pont construit sur l'écluse, et 85 pieds de profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, MARDI, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le dix-huitième jour de janvier aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 3 novembre 1887. 3625 3  
[Première publication, 5 novembre 1887].

### Ventes par le Shérif—Bedford

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada—District de Bedford.

Bedford, à savoir: } L'HONORABLE GEORGE  
No. 3818. } L. C. V. BUCHANAN, Dem-  
mandeur; contre les terres et tenements de Dame  
MARY JANE ELLISON, Défenderesse, esqualité.

1. La moitié nord du lot numéro dix-neuf dans le deuxième rang du canton de Farnham; le dit morceau de terre étant maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la partie est du canton de Farnham, sous le numéro deux cent trois (203), ayant vingt-six chaînes et quarante deux chaînons de largeur sur quarante chaînes de profondeur, et contenant cent cinq acres, deux vergées et vingt-neuf perches; borné au nord par le chemin public, à l'ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf, au sud par le lot numéro deux cent deux, et à l'est par les lots numéros deux cent quatre et deux cent cinq du dit plan—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

2. La moitié nord du lot numéro vingt dans le dit deuxième rang du dit canton de Farnham; le dit morceau de terre étant maintenant connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite partie est du canton de Farnham, sous le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf; borné au nord par le chemin public, à l'ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit, au sud par les lots numéros deux cents et deux cent un, et à l'est par le lot numéro deux cent trois du dit plan; ayant vingt-six chaînes et soixante et trois chaînons de largeur sur quarante chaînes de profondeur, et contenant cent six acres, deux vergées et trois perches—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

the said defendant has, in virtue of a document or indenture in duplicate at Ottawa, the 3rd of June, 1868.

2. Part of another lot of land situated at the same place, and designated on the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Clément, under the No. 397; bounded in front on the north east by the public highway, on the south east and on the south west by the No. 399, on the north east by the residue of the said No. 397, or a gully or discharge—with a wooden house and other buildings thereon constructed, containing 60 feet of width on the road leading to the bridge built on the lock, and eighty five feet of depth.

To be sold at the parochial church, door of the parish church of Saint Clément de Beauharnois, on TUESDAY, the TENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the eighteenth day of January also next.

PHILEMON LABERGE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 3rd November, 1887. 3626  
[First published, 5th November, 1887.]

### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS.

Superior Court for Lower Canada—District of Bedford.

Bedford, to wit: } THE HONORABLE  
No. 3818. } GEORGE C. V. BUCHANAN, Plaintiff; against the lands and tenements of  
DAME MARY JANE ELLISON, Defendant  
esqualité.

1. The north half of lot number nineteen, in the second range of the township of Farnham, said piece of land being now known and designated on the official plan and book of reference of the east part of the township of Farnham, under the number two hundred and three (203), having twenty six chains and forty two links in width, by forty chains in depth, and containing one hundred and five acres, two roods and twenty nine perches, bounded on the north by the public road, west by lot number one hundred and ninety nine, south by lot number two hundred and two, and east by lots numbers two hundred and four and two hundred and five of said plan—together with the buildings thereon.

2. The north half of lot number twenty in the said second range of said township of Farnham, said piece of land being now known and designated on said official plan and book of reference of said east part of the township of Farnham, under the number one hundred and ninety nine, bounded on the north by the public road, west by lot number one hundred and ninety eight, south by lots numbers two hundred, and two hundred and one, and east by lot number two hundred and three of said plan, having twenty six chains and sixty three links in width, by forty chains in depth, and containing one hundred and six acres, two roods and three perches—together with the buildings thereon.

3. Le quart sud-ouest du lot numéro vingt-deux dans le dit deuxième rang du dit canton de Farnham; le dit morceau de terre étant maintenant connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite partie est du canton de Farnham, sous le numéro cent quatre-vingt-seize; borné au sud par le chemin public, à l'ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-quatorze, au nord par le lot numéro cent quatre-vingt-quinze et à l'est par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept du dit plan; ayant treize chaînes de largeur sur quarante chaînes de profondeur, et contenant quarante-neuf acres, trois vergées et vingt-quatre perches, (sauf et excepté ce qui est maintenant occupé par le chemin de fer passant à travers icellui). Et

4. Tout ce lot de terre étant la partie du quart le plus au sud ou les cinquante acres du lot de terre connus et désignés comme lot numéro dix-sept, dans le troisième rang des lots, dans le dit canton de Farnham (sauf et excepté un morceau de terre d'environ neuf perches de largeur et s'étendant à travers toute la largeur du dit lot dix-sept, à distraire du bout nord des dits cinquante acres et contenant six acres en superficie, appartenant maintenant à un nommé Franklin B. Taber); le dit morceau de terre étant maintenant connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite partie est du canton de Farnham, sous le numéro trois cent quarante-quatre; borné au sud par le chemin public, à l'est par le lot numéro trois cent trente-quatre, au nord par le lot numéro trois cent quarante-trois, et à l'ouest par le lot numéro trois cent quarante-cinq, contenant quarante huit acres, un vergée et dix perches—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus séparément, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Vincent d'Adamsville, en le comté de Brome, dans les limites de la dite paroisse où sont situées les dites terres, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de février prochain.

W. E. J. GOODMAN,

Bureau du Shérif, Deputy Shérif.  
Sweetsburgh, 29 novembre 1887. 3987 2  
[Première publication, 3 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure pour le Bas-Canada.—District de Bedford.*

Bedford, à savoir: ) ZEBULON EDWIN COR-  
No. 3835. ) NELL, Demandeur; contre  
les terres et tenements de MATHEW JAMESON,  
Défendeur.

Les moitiés nord des lots numéros un et deux de la neuvième concession de la seigneurie de Noyan, en le comté de Missisquoi, et district de Bedford—avec les bâtisses sus-érigées. Les dits morceaux de terre étant maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, sous les numéros cent quarante-neuf (149), et cent cinquante (150).

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, en le district de Bedford, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de janvier prochain.

W. E. J. GOODMAN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sweetsburgh, 28 octobre 1887. 3601 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

**Ventes par le Shérif—Iberville**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des récla-

3. The south west quarter of lot number twenty two in the said second range of said township of Farnham, said piece of land being now known and designated on the said official plan and book of reference of said east part of the township of Farnham, under the number one hundred and ninety six, bounded on the south by the public road, west by lot number one hundred and ninety four, north by lot number one hundred and ninety five and east by lot number one hundred and ninety seven of said plan, having thirteen chains in width by forty chains in depth, and containing forty nine acres, three roods and twenty four perches, (save and except what is now occupied by the railway running through the same.) And

4. All that certain lot of land being all and whole of the southern most quarter part or fifty acres of the lot of land known and distinguished as lot number seventeen, in the third range of lots in the said township of Farnham, (save and except a piece of land about nine rods in width and extending across the entire width of said lot number seventeen, measured off of the north end of the said fifty acres and containing six acres in superficies now owned by one Franklin B. Taber), said piece of land being now known and designated on the said official plan book of reference of said east part of the township of Farnham, under the number three hundred and forty four, bounded south by the public road, east by lot number three hundred and thirty four, north by lot number three hundred and forty three, and west by lot number three hundred and forty five, containing forty eight acres, one rood and ten perches—together with the buildings thereon.

To be sold separately at the parochial church door of the parish of Saint Vincent d'Adamsville, in the county of Brome, within the limits of which parish the said lands are situate, on the TENTH day of FEBRUARY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of February next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sweetsburgh, 29th November, 1887. 3988  
[First published, 3rd December, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court for Lower Canada.—District of Bedford.*

Bedford, to wit: ) ZEBULON EDWIN COR-  
No. 3835. ) NELL, Plaintiff; against the  
lands and tenements of MATHEW JAMESON,  
Defendant.

The north halves of lots numbers one and two of the ninth concession of the seigniorie of Noyan, in the county of Missisquoi and district of Bedford,—with the buildings thereon. Said pieces of land being now known and distinguished on the official plan and books of reference of the parish of Saint George de Clarenceville, under the numbers one hundred and forty-nine (149), and one hundred and fifty (150).

To be sold at the door of the parish church of Saint George de Clarenceville, in the district of Bedford, on the TENTH day of JANUARY next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the fourteenth day of January next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sweetsburgh, 28th October, 1887. 3602  
[First published, 5th November, 1887.]

**Sheriff's Sales—Iberville**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is

mations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **OCTAVE CYR**, Demar-  
No. 64. } **deur**; vs. **MICHEL**  
**DESTRAZE**, Défendeur.

1. Un emplacement situé dans la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, borné au sud par la rue Henri, à l'est par une rue, au nord, partie par la rue Joseph, et partie par les emplacements de la rue Stevenson, à l'ouest par Hypolite Choquette, en d'autres termes de la borne de François Bonneau, en tirant une ligne droite de cette borne, allant toucher verticalement sur la rue Henri—sans bâtisses, le dit lot connu sous le numéro cent (100) des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville

2. Un morceau de terre situé au même lieu mesurant environ trois quarts d'arpent de terre en superficie, plus ou moins, formant partie du lot No. 115 des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville; borné à l'ouest par le No. 117, au nord par la rue Henri, à l'est et au sud par le reste du dit No. 115—sans bâtisses.

3. Un emplacement situé dans la dite ville d'Iberville, de la contenance d'environ dix arpents et demi en superficie, plus ou moins, le plus ou le moins devant retourner au profit ou à la perte de l'acquéreur quelqu'en soit la différence, tenant au côté est à une décharge verbalisée, et la partie de la propriété restant au vendeur, au côté ouest à François Bonneau, représentant un nommé Desroches et Toussaint Thuot, au côté nord à la dite rue Henri, au côté sud à Thomas Casson—avec bâtisses. Etant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville sous le numéro cent quinze.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Athanase, le SIXIÈME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de février prochain.

**CHS. NOLIN**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 28 novembre 1887. 3975 2  
[Première publication, 3 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **GREGOIRE GIRARD**,  
No. 286. } **Demandeur**; vs. **NAR**  
**CISSE ROCH**, Défendeur.

1. Un lot de terre situé dans la concession sud chemin Jobson, en la paroisse de Saint-Valentin, dans le district d'Iberville, connu sous le numéro trois cent quatre-vingt-trois (383,) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, de la contenance de deux arpents de front sur quatre arpents de profondeur, borné à un bout par la terre ci-dessous désignée, à l'autre bout par Isaïe Thibodeau, au sud par les héritiers Grégoire, et au nord par le dit Isaïe Thibodeau—sans bâtisses.

2. Une terre sise et située en la concession Pierreville, en la dite paroisse de Saint-Valentin, connue et désignée sous le numéro quatre cent huit (408,) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Valentin, de la contenance de deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins; borné au bout est par

not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **OCTAVE CYR**, Plaintiff;  
No. 64. } **vs.** **MICHEL DES**  
**TRAZE**, Defendant.

1. An emplacement situate in the town of Iberville, in the district of Iberville, bounded to the south by Henri street, to the east by a street, to the north partly by Joseph street and partly by the emplacements of Stevenson street, to the west by Hypolite Choquette, otherwise from the limit of François Bonneau's ground, running a straight line to such limit, going vertically to Henri street—without buildings, the said lot known under the number one hundred (100) of the official plan and book of reference of the said town of Iberville.

2. A piece of land situate at the same place, measuring about three quarters of an arpent of ground in superficies, more or less, forming part of lot No. 115, of the official plan and book of reference of the said town of Iberville; bounded to the west by the No. 117, to the north by Henri street, to the east and to the south by the remainder of said No. 115—without buildings.

3. An emplacement situate in the said town of Iberville containing about ten arpents and a half in superficies, more or less, the more or the less being to the benefit or to the loss of the acquirer on whatever side the difference may be, joining on the east side a discharge *verbalisée* and to the remaining part belonging to the vendor, to the west to François Bonneau representing one named Desroches and Toussaint Thuot, to the north side to the said Henri street, to the south to Thomas Casson—with buildings. Being part of lot known on the official plan and book of reference of the said town of Iberville under number one hundred and fifteen (115.)

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, on SIXTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty third day of February next.

**CHS. NOLIN**,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, November, 28th, 1887. 3976  
[First published, 3rd December, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **GREGOIRE GIRARD**,  
No. 286. } **Plaintif**; vs. **NARCISSE**  
**ROCH**, Defendant.

1. A lot of land situate in the south concession Jobsons road, in the parish of Saint-Valentin, in the district of Iberville, known under the number three hundred and eighty three (383,) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Valentin; containing two arpents in front by four arpents in depth; bounded at one end by the farm herein after described, at the other end by Isaïe Thibodeau, to the south by the heirs Grégoire, and to the north by the said Isaïe Thibodeau—without buildings.

2. A farm lying and situate concession Pierreville, in the said parish of Saint-Valentin, known and designated under the number four hundred and eight (408,) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Valentin, containing two arpents in front by twenty eight arpents in depth, more or less; bounded at the east end by

le lot de terre ci-dessus désigné, en profondeur par les terres de Burtonville, d'un côté au sud par Bénonie Clouâtre et au nord par les héritiers Joseph Grégoire—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Valentin le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour de février prochain.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 29 novembre 1887. 3977 2  
[Première publication, le 3 décembre 1887.]

CHS. NOLIN,

the lot of land herein before described, in depth by the lands of Burtonville, on one side to the south by Benonie Clouâtre and to the north by the heirs of Joseph Grégoire—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Valentin, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty first day of February next.

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 29th November, 1887. 3978  
[First published, 3rd December, 1887.]

CHS. NOLIN,

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Joliette, à savoir : } **ONÉSIME CHEVALIER**,  
No. 1691. } Demandeur; contre **LOUIS**  
**RIVEST**, fils d'Étienne, Défendeur.

La jouissance et usufruit, la vie durant du défendeur, d'une terre située dans la paroisse de Saint-Paul, contenant cinq arpents de front sur environ dix-sept arpents de profondeur, connue et désignée sous le lot numéro deux cent vingt-quatre (224), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Paul; bornée en front, à la Rivière Rouge, en profondeur, à Joseph Desrosiers, d'un côté à Urgel Rivest, où représentants, de l'autre côté à Damase Mongin dit Léveillé—avec maison, grange et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul, le CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de mars prochain.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 28 décembre 1887. 4333  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

A. M. RIVARD,

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

Joliette, à savoir : } **THOMAS BLAIR**, Demar-  
No. 1934. } deur; contre **THOMAS H.**  
**KITE**, de Saint Patrick de Rawdon, Défendeur.

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, dans le quatrième rang du township de Rawdon, de trois acres de terre en superficie borné en front en arrière et des deux côtés par Archibald Burns—bâtie de deux maison, d'un étable et d'un moulin à scie, avec un chemin pour communiquer du chemin de la Reine au dit lopin de terre et moulin tel que le dit chemin existe sur la terre de Archibald Burns.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm, en la paroisse de Sainte-Julienne, le SEPTIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, of his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at anytime within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Joliette, to wit : } **ONÉSIME CHEVALIER**,  
No. 1691. } Plaintiff; against **LOUIS**  
**RIVEST**, son of Etienne, Defendant.

The enjoyment and usufruct during the lifetime of the defendant of a land situated in the parish of Saint Paul, containing five arpents in front by about seventeen arpents in depth, known and designated under the lot number two hundred and twenty four (224), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint-Paul; bounded in front by the Red River, in depth by Joseph Desrosiers, on one side by Urgel Rivest, or representatives, on the other side by Damase Mongin *alias* Léveillé—with a house, barn and other dependencies thereon constructed.

To be sold at the door of the parish church of Saint Paul, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of March next.

Sheriff's Office, Shérif.  
Joliette, 28th December, 1887. 4334  
[First published, 31st December, 1887.]

A. M. RIVARD,

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

Joliette, to wit : } **THOMAS BLAIR**, Plaintiff,  
No. 1934. } against **THOMAS H. KITE**,  
of Saint Patrick de Rawdon, Defendant.

A parcel of land situated in the parish of Saint Patrick de Rawdon, in the fourth range of the township of Rawdon, of three acres of land in superficies, bounded in front, in rear, and on the two sides by Archibald Burns—with two houses, a stable and a saw mill built thereon, with a road connecting the Queens highway with said parcel of land and mill exactly as the said road exists on the land of Archibald Burns.

To be sold at the registration office of the county of Montcalm, in the parish of Sainte-Julienne, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ

rapportable le vingt-cinquième jour de février prochain.

A. M. RIVARD,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 30 novembre 1887. 4001 2  
[Première publication, 3 décembre 1887.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Montmagny, } JOSEPH GODREAU,  
No. 125. } commerçant de la  
ville de Montmagny : contre JEAN COUTURE, de  
la paroisse du Cap Saint Ignace, savoir :

Un lopin de terre situé en la paroisse du Cap Saint Ignace, dans la deuxième concession au sud du fleuve Saint Laurent, connu au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de Montmagny, par la paroisse du Cap Saint Ignace, sous le No. 454, de figure irrégulière; borné au nord-est par les Nos. 456 et 456a, au sud-ouest, par une route publique, au nord, par la rivière des Perderis, au sud, par les Nos. 455 et 456, contenant en superficie deux arpents et cinquante-deux perches (2.52)—avec ensemble un moulin à farine portant trois moulages, deux bluteaux, chaussée de dix pieds de hauteur, avec ses appartenances et dépendances généralement quelconques d'icelui moulin, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint Ignace, LUNDI le CINQUIEME jour de MARS prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de mars prochain.

J. D. LEPINE.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 27 décembre 1887. 4293  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

returnable on the twenty fifth day of February next.

A. M. RIVARD,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 30th November, 1887. 4002  
[First published, 3rd December, 1887.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Montmagny, } JOSEPH GODREAU,  
No. 125. } of the town of Mont-  
magny, merchant; against JEAN COUTURE, of  
the parish of Cap Saint Ignace, to wit:

A parcel of land situated in the parish of Cap Saint Ignace, in the second concession on the south of the river Saint Lawrence, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Montmagny, for the parish of Cap Saint Ignace, under the No. 454, of irregular outline; bounded on the north east by the Nos. 456 and 456a, on the south west by a public by-road, on the north by the Perderis river, on the south by the Nos. 455 and 456, containing in superficies two arpents and fifty two perches (2.52)—together with a flour mill carrying three grist stones, two bolting-machines, causeway of ten feet in height, with the appartenances and dependencies generally of this mill, and other buildings thereon constructed circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Cap Saint Ignace, on MONDAY, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty sixth day of March next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montmagny, 27th December, 1887. 4294  
[First published, 31st December, 1887.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## VENDITIONI EXPONAS.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MONTREAL,**  
 No. 2150. } **Le corps politique et d'émment**  
 incorporé, ayant son principal bureau d'affaire en  
 les cité et district de Montréal, Demanderesse ;  
 contre les terres et tenements de FRANCIS WOL-  
 FERSTAN THOMAS, des cité et district de Mont-  
 réal, caissier de banque. Défendeur.

Les terres et tenements mentionnés et décrits  
 dans la cédule marquée A annexée au bref de *Ven-*  
*ditioni Exponas*, comme suit, à savoir :

Un certain lot ou emplacement situé dans  
 le quartier Saint-Laurent, de la cité de Mont-  
 réal, étant composé de tout le lot numéro quarante  
 et un A, aux plan et livre de renvoi officiels du  
 dit quartier Saint-Laurent, préparés pour les fins  
 d'enregistrement ; borné en front par la rue Sainte-  
 Famille, en arrière par une ruelle en commun,  
 d'un côté par la partie sud-est du dit lot numéro  
 quarante et un A, du dit plan, appartenant à J. Try  
 Davies ou représentants, et de l'autre côté par la  
 partie sud-est du lot numéro quarante (40), du dit  
 plan, appartenant à Alexander Molson ou représen-  
 tants. Le dit lot ou emplacement ayant une lar-  
 geur de soixante et quatorze pieds, le dit lot No. 41  
 ayant une largeur de cinquante pieds, et la dite  
 partie nord-ouest du dit lot numéro 41 A, ayant une  
 largeur de vingt-quatre pieds sur la rue Sainte-  
 Famille, ayant la même largeur sur toute la profon-  
 deur d'icelui sur une profondeur de cent-trente  
 pieds, plus ou moins, mesure anglaise—sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de  
 Montréal, le NEUVIEME jour de JANVIER pro-  
 chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref  
 rapportable le premier jour de février prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 décembre 1887.  
 Shérif, 4237 2  
 [Première publication, 24 décembre, 1887.]

## VENDITIONI EXPONAS.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MONTREAL,**  
 No. 2150. } **a body politic and corporate**  
 duly incorporated, having its chief place of business  
 in the city and district of Montreal, Plaintiffs ;  
 against the lands and tenements of FRANCIS  
 WOLFERSTAN THOMAS, of the said city and  
 district of Montreal, bank cashier, Defendant.

The lands and tenements mentioned and descri-  
 bed in the schedule marked A, annexed to the said  
 writ *Venditioni Exponas*, as follows, to wit :

A certain lot or emplacement situated in the  
 Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, being  
 composed of the whole of lot number forty one, and  
 the north west part of the lot number forty one A,  
 upon the official plan and book of reference of said  
 Saint Lawrence ward, prepared for registration  
 purposes ; bounded in front by Sainte Famille  
 street, in rear by a lane in common, on one side by  
 the south east part of said lot number forty one A,  
 of said plan, belonging to J. Try Davies or repre-  
 sentatives, and on the other side by the south east  
 part of lot number forty (40), of said plan, belong-  
 ing to Alexander Molson or representatives. The  
 said lot or emplacement having a total width of  
 seventy four feet, and lot No. 41 having a width of  
 fifty feet, and said north west part of said lot num-  
 ber 41 A, having a width of twenty four feet on  
 Sainte Famille street, carrying the same width  
 throughout the whole depth thereof, by a depth of  
 one hundred and thirty feet, more or less, english  
 measure—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on  
 the NINTH day of JANUARY next, at TEN  
 o'clock in the forenoon. The said writ returnable  
 on the first day of February next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 21st December, 1887.  
 Sheriff, 4237 2  
 [First published, 24th December, 1887.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que  
 les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-  
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
 respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes per-  
 sonnes ayant à exercer à cet égard des réclamations  
 que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner  
 dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code  
 de procédure civile du Bas-Canada sont par le pré-  
 sent requises de les faire connaître suivant la loi.  
 Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire,  
 afin de charge, ou autres oppositions à la vente,  
 excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent  
 être déposées au bureau du soussigné avant les  
 quinze jours qui précéderont immédiatement le jour  
 de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent  
 être déposées en aucun temps dans les six jours  
 après le rapport du bref.

De la Cour Supérieure—Ottawa.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 32. } **ANDRE BRAZEAU,**  
 ci-devant cultivateur  
 du canton d'Egan, dans le  
 district d'Ottawa, et mainte-  
 nant commerçant d'Ocoute, dans le comté d'Ocoute,  
 dans l'Etat de Wisconsin, l'un des Etats-Unis d'A-  
 mérique, Demandeur ; contre les terres et tenements  
 de PIERRE CHAUSSEE, fils, cultivateur, du  
 canton d'Egan, dans le dit district d'Ottawa, Défен-  
 deur, à savoir :

Le lot de terre numéro trente-cinq (35), dans le  
 deuxième rang du canton d'Egan, dans les comté et  
 district d'Ottawa, contenant cent acres de terre en  
 superficie, plus ou moins—avec une maison, grange  
 et étable dessus construites.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour  
 le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le SEPTIEME  
 jour de JANVIER prochain, à DIX heures de

## Sheriff's Sales - Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
 dermentioned LANDS and TENEMENTS  
 have been seized, and will be sold at the respective  
 times and places mentioned below. All persons  
 having claims on the same which the Registrar is  
 not bound to include in his certificate, under article  
 700 of the code of civil procedure of Lower Canada,  
 are hereby required to make them known accord-  
 ing to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de dis-*  
*traire, afin de charge* or other oppositions to the sale,  
 except in case of *Venditioni Exponas*, are required  
 to be filed with the undersigned, at his office,  
 previous to the fifteen days next preceding the day  
 of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed  
 at any time within six days next after the return of  
 the Writ.

From the Superior Court—Ottawa.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 32. } **ANDRE BRAZEAU,**  
 heretofore farmer of  
 the township of Egan, in  
 the district of Ottawa, and  
 now trader of O'coute, in the county of O'coute,  
 in the State of Wisconsin, one of the United States  
 of America, Plaintiff ; against the lands and  
 tenements of PIERRE CHAUSSEE, fils, farmer,  
 of the township of Egan, in the said district of  
 Ottawa, Defendant, to wit :

The lot of land number thirty five (35), in the  
 second range of the township of Egan, in the county  
 and district of Ottawa, containing one hundred  
 acres of land in superficies, more or less—with a  
 house barn and stable thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the  
 county of Ottawa, in the city of Hull, on the  
 SEVENTH day of JANUARY next, at TEN

l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de janvier 1888.

LOUIS M. COUTLEE,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Aylmer, 29 d'octobre 1887. 3615 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.  
*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } DAVID BOUFFARD, cha-  
No. 2011. } loupier, de Saint-Laurent,  
Isle d'Orléans, contre GEORGE LAPIERRE, de  
Saint-Ferréol, Montmorency, à savoir :

Le lot No. 254, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferréol, comté de Montmorency, étant une terre d'environ 95 arpents en superficie et située concession Saint-Antoine—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferréol, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatrième jour de mai prochain.

J. B. AMYOT, Député Shérif.  
Bureau du Shérif, 4313  
Québec, 29 décembre 1887.  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

FIERI FACIAS.  
*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CORPORATION DE LA  
No. 1288. } CITE DE QUEBEC ; contre  
DANIEL BLAIS, des cité et district de Québec,  
driver, à savoir :

Le lot No. 355 du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, contenant 72 pieds de front sur la rue Richardson, et borné à l'est à la rue Dorchester, au nord par le No. 325, et à l'ouest par le No. 356 du dit cadastre avec bâtisses, et ayant 3283 pieds en superficie—avec bâtisses. Sujet à une rente foncière de \$9.72 payable le 29 septembre de chaque année aux Révérendes Dames Religieuses de l'Hôtel Dieu de Québec.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jours de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour de mars prochain.

J. B. AMYOT, Député Shérif.  
Bureau du Shérif, 4313  
Québec, 29 décembre 1887.  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } FRANCOIS XAVIER DE-  
No. 2111. } VILLERS, de la paroisse  
de Saint-Louis de Lotbinière, marchand, contre  
FRANCOIS XAVIER BERNARD, forgeron, de  
la cité de Québec, à savoir :

Le No. 76 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emmélie de Lotbinière, étant une terre de

o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of January, 1888.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office Sheriff.  
Aylmer, 29th October, 1887. 3616  
[First published, 5th November, 1887.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Vendit'oni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.  
*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } DAVID BOUFFARD, boat-  
No. 2011. } man, of Saint Laurent,  
Island of Orleans ; against GEORGE LAPIERRE,  
of Saint Ferréol, Montmorency, to wit :

The lot No. 254, of the official cadastre of the parish of Saint Ferréol, county of Montmorency, being a land of about 95 arpents in superficies, and situated in the concession of Saint Antoine,—with buildings.

To be sold at the door of the parish church of Saint Ferréol, on the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of March next.

J. B. AMYOT, Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office, 4314  
Québec, 29th December, 1887.  
[First published, 31st December, 1887.]

FIERI FACIAS.  
*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CORPORATION OF  
No. 1288. } THE CITY OF QUEBEC ;  
against DANIEL BLAIS, of the city and district of  
Quebec, driver, to wit :

The lot No. 355 of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Québec, containing 72 feet of frontage on Richardson street, and bounded on the east by Dorchester street, on the north by the No. 325, and on the west by the No. 356 of the said cadaster, with buildings and consisting of 3283 feet in superficies—with buildings. Subject to a ground rent of \$9.72 payable on the 29th September of each year to the Reverend Ladies of the Hotel Dieu, Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of March next.

J. B. AMYOT, Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office, 4316  
Québec, 29th December, 1887.  
[First published, 31st December, 1887.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } FRANCOIS XAVIER DEVIL-  
No. 2111. } LERS, of the parish of Saint-  
Louis de Lotbinière, merchant ; against FRANCOIS  
XAVIER BERNARD, blacksmith, of the city of  
Québec, to wit :

The No. 76 of the official cadastre of the parish of Sainte-Emmélie de Lotbinière, being a land of

deux arpents de front sur environ 35 arpents de profondeur située au Portage, en la dite paroisse, et bornée au nord à la rivière Duchêne, au sud au chemin de front des terres du Castor, au nord-est au No. 77, Thomas Gaudet, et au sud-ouest au No. 75, F. X. Beaudet, représentant Octave Monpas—avec bâtieses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Emmèlie de Lotbinière, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour de mars prochain.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif, Québec, 29 décembre 1887. 4317  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CORPORATION DE**  
No. 1747. } **LA CITE DE QUEBEC** ;  
contre FERDINAND WEIPPERT, gentilhomme, AUGUSTUS J. ANDREWS et THOMAS W. ANDREWS, marchands, tous trois des cité et district de Québec, conjointement et solidairement, à savoir :

Le lot No. 1259 du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, contenant 127 pieds de front sur la rue Saint-Valier, sur 85 pieds de profondeur ; borné au nord par la rue Sainte-Hélène, à l'ouest par le No. 1260 du dit cadastre.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour de mars prochain.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif, Québec, 29 décembre 1887. 4319  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit de Quebec.*

Québec, à savoir : } **DAME PHILOMENE AU-**  
No. 2498. } **DET dit LAPOINTE**, de  
Québec, veuve de Charles Dorion, en son vivant de Charlesbourg, cultivateur, contre CHARLES DORION, autrefois de Charlesbourg et maintenant de la Rivière du Loup, district de Kamouraska, à savoir :

Le lot No 714 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, étant une terre située au lieu appelé Gros Pin, et contenant deux arpents et deux perches de largeur sur dix-sept arpents de profondeur,—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour de février prochain.

ALLEYN & PAQUET,  
Shérif.  
Bureau du Shérif, Québec, 1er décembre 1887. 4011 2  
[Première publication, 3 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **MICHEL ROBERGE**,  
No. 1205. } **ancien menuisier**, de la  
paroisse de Saint-Jean Chrysostôme ; contre LOUIS HUOT dit ST. LAURENT, du même lieu, cultivateur, à savoir :

1° Le No. 433 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, étant une terre située en la concession Beauséjour, contenant trois arpents de front, sur trente arpents de profondeur, borné en front au nord à la concession Bélair, au sud à la concession Saint-Patrice, au nord-est à Joseph Fontaine, au sud-ouest à Onésime Dupont, ou représentants—avec les bâtieses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2° Le No. 33 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lambert, étant un lot de terre de figure irrégulière borné vers l'ouest par la Rivière Chaudière,

two arpents of frontage by about 35 arpents in depth, situated at the Portage, in the said parish, and bounded on the north by the Duchêne river, on the south by the front road of the lands of Castor, on the north east by the No. 77, Thomas Gaudet, and on the south west by the No. 75, F. X. Beaudet, representing Octave Monpas—with buildings.

To be sold at the door of the parish church of Sainte Emmèlie de Lotbinière, on the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of March next.

J. B. AMYOT,  
Sherif's Office, Québec, 29th December, 1837. 4318  
[First published, 31st December, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Cour.*

Québec, to wit : } **THE CORPORATION OF THE**  
No 1747. } **CITY OF QUEBEC** ; against  
FERDINAND WEIPPERT, gentlemen, AUGUSTUS J. ANDREWS, and THOMAS W. ANDREWS, merchants, all three of the city and district of Québec, jointly and severally, to wit :

The lot No 1259 of the official cadastre of Jacques Cartier Ward, of the city of Québec, containing 127 feet of frontage on Saint Valier street, by 85 feet in depth ; bounded on the north by Sainte Hélène street, and on the west by the No 1260 of the said cadastre.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of March next.

J. B. AMYOT<sup>1</sup>  
Deputy Sheriff ;  
Sherif's Office, Québec, 29th December, 1887. 4320  
[First published, 31st December 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit of Quebec.*

Québec, to wit : } **DAME PHILOMÈNE AUDET**  
No. 2498. } **DALLAS LAPOINTE** of Québec,  
widow of Charles Dorion, in his lifetime of Charlesbourg, farmer, against CHARLES DORION, formerly of Charlesbourg and now of Rivière du Loup, district of Kamouraska, to wit :

The lot No. 714, of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, being a land situated at the place called Gros Pin, and containing two arpents and two perches in width by seventeen arpents in depth—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Charlesbourg, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of February next.

ALLEYN & PAQUET,  
Sherif's Office, Québec, 1st December, 1887. 4012  
[First published, 3rd December, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **MICHEL ROBERGE**, formely  
No. 1205. } **joiner**, of the parish of Saint  
Jean Chrysostôme ; against LOUIS HUOT *alias* ST. LAURENT, of the same place, farmer, to wit :

1° The No. 433 of the official cadastre of the parish of Saint Jean Chrysostôme, county of Lévis, being a land situated in the Beauséjour concession, containing three arpents of frontage by thirty arpents in depth ; bounded in front, on the north, by the Belair concession, on the south by Saint Patricks cncession, on the north east by Joseph Fontaine, on the south west by Onésime Dupont, or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° The No. 33 of the official cadastre of the parish of Saint Lambert, being a lot of land of irregular outline ; bounded towards the west by the Chau-

et vers l'est par le chemin public, contenant en superficie trois arpents et douze perches—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, à la charge d'une rente annuelle de deux piastres et demie, payables le vingt-unième jour de septembre à Jean Laprise, de Saint-Lambert.

Pour être vendus savoir : le lot No. 433, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean Chrysostôme le SEPTIEME jour de JANVIER prochain à DIX heures du matin ; et le lot No. 33, pour être vendu le MEME jour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lambert, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de janvier prochain.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Québec, 3 novembre 1887. 3649 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CORPORATION DE  
No. 789. } LA CITE DE QUEBEC ;  
contre NAPOLEON FERLANT, des cité et district  
de Québec, menuisier, à savoir :

Le lot No. 336 du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, contenant quarante-deux pieds de front sur la rue de la Reine, sur soixante et quatre pieds et cinq pouces de profondeur ; borné à l'est par le No. 337, et à l'ouest par le No. 335 du dit cadastre—avec bâtisses. Sujet à une rente foncière et constituée de \$7.00, payable les 29 septembre de chaque année au gouvernement de cette province, comme représentant les Jésuites.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de janvier prochain.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Québec, 3 novembre 1887. 3639 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour du Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CORPORATION DE LA  
No. 1476. } CITE DE QUEBEC ;  
contre MALVINA MORRISSETTE, veuve de Jacques  
L'Hostie, des cité et district de Québec, à savoir :

Le No. 3324 du cadastre officiel du quartier Saint-Jean de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Richelieu, de trente-huit pieds de front sur soixante et un pieds de profondeur plus ou moins, borné à l'est par le No. 3323 et à l'ouest par le No. 3325 du dit cadastre—avec bâtisses. Sujet à une rente constituée de trois piastres et trente quatre cents en faveur des Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, payable le 29 juin annuellement.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de janvier prochain.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Québec, 3 novembre 1887. 3643 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CORPORATION DE LA  
No. 1721. } CITE DE QUEBEC, contre  
MARIE EMELIE DUBORD, des cité et district de Québec, épouse de Joseph S. Gauvreau, et dûment séparée quant aux biens de son dit époux, et le dit Joseph S. Gauvreau, mis en cause pour assister sa dite épouse, à savoir :

Le No. 2868 du cadastre officiel du quartier du Palais de la cité de Québec, étant un emplacement de 1825 pieds anglais en superficie, situé rue Laval—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de

dière river, and towards the east by the public highway, containing, in superficies, three arpents and twelve perches—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of an annual rent of two dollars and a half, payable on the twenty first of September, to Jean Laprise of Saint Lambert.

To be sold as follows, to wit : the lot No. 433 at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostôme, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot No. 33, to be sold the SAME day at the parochial church door of the parish of Saint Lambert, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the tenth day of January next.

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Quebec, 3rd November, 1887. 3650  
[First published, 5th November, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CORPORATION OF  
No. 789. } THE CITY OF QUEBEC ;  
against NAPOLEON FERLANT, of the city and  
district of Québec, joiner, to wit :

The lot No. 336 of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Québec, containing forty two feet of frontage on Queen street, by sixty four feet and five inches in depth ; bounded on the east by the No. 337, and on the west by the No. 335 of the said cadastre—with buildings. Subject to a constituted ground rent of \$7.00 payable on the 29th of September of each year to the government of this province, as representatives of the Jesuits.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the nineteenth day of January next.

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Quebec, 3rd November, 1887. 3640  
[First published, 5th November, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CORPORATION OF THE  
No. 1476. } CITY OF QUEBEC ;  
against MALVINA MORRISSETTE, widow of Jacques  
L'Hostie, of the city and district of Québec, to wit :

The No. 3324 of the official cadastre of Saint John's ward of the city of Québec, being an emplacement situated on Richelieu street, of thirty eight feet of frontage by sixty one feet in depth, more or less, bounded on the east by the No. 3323, and on the west by the No. 3325 of the said cadastre,—with buildings. Subject to a constituted rent of three dollars and thirty four cents in favor of the Ladies of the Hotel Dieu of Québec, payable on the 29th of June annually.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the nineteenth day of January next.

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Quebec, 3rd November, 1887. 3644  
[First published, 5th November, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CORPORATION OF THE  
No. 1721. } CITY OF QUEBEC ;  
against MARIE EMILIE DUBORD, of the city and district of Québec, wife of Joseph S. Gauvreau, and duly separated as to property from her said husband, and the said Joseph S. Gauvreau mis en cause to assist his said wife, to wit :

The No. 2868, of the official cadastre of Palace ward of the city of Québec, being an emplacement of 1825 feet english measurement in superficies, situated on Laval street—with buildings.

To be sold at my office in the city of Québec, on

Québec, le NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de janvier prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif.

Député-Shérif.

Québec, 3 novembre 1887.

3641 3

[Première publication, le 5 novembre 1887.]

### Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

#### FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } CATHERINE CHEVALLIER,  
No. 3137. } Demanderesse ; contre WILFRID CONRAD BOUCHER, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, à l'encoignure des rues Trahan et George, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, comme faisant partie du lot numéro neuf cent six (No. 906), de quarante-quatre pieds de front en avant, quarante-neuf en arrière, sur cent trente pieds de profondeur sur la rue Trahan, et cent seize pieds dans la ligne tenant Alfred Bibaud, tenant devant à la rue George, derrière à Antoine Giard, d'un côté à la rue Trahan et d'autre côté à Alfred Bibaud et Thomas Maurault—avec les bâtisses dessus érigées

À la charge par l'adjudicataire du dit morceau de terre de payer, à l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, une rente constituée, foncière et annuelle de sept piastres courant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour du mois de janvier prochain.

P. GUÉVREMONT,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Sorel, 2 novembre 1887.

3623 3

[Première publication, 5 novembre 1887.]

#### FIERI FACIAS

*Cour Supérieure du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } ALOPHE GERMAIN, écrivain,  
No. 3123. } Demandeur ; contre JOSEPH PAUL dit COQ, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Robert, concession nord de la deuxième Rivière Pot-au-Beurre, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Robert, sous le numéro vingt-neuf (No. 29,) de figure irrégulière, contenant trente huit arpents, treize perches et cent huit pieds en superficie, le tout plus ou moins—avec la moitié des bâtisses y érigées.

À la charge par l'adjudicataire de la dite terre, de remplir et d'exécuter envers Dame Catherine Lemoine, de la paroisse de Saint-Robert, veuve de feu Olivier Bergeron, en son vivant, cultivateur, du

the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the nineteenth day of January next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 3rd November, 1887.

3642

[First published, 5th November, 1887.]

### Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS.

*Superior Court of the district of Richelieu.*

Sorel, to wit : } CATHERINE CHEVALLIER,  
No. 3137. } Plaintiff ; against WILFRID CONRAD BOUCHER, Defendant.

A piece of land situated in the village of the parish of Saint Thomas de Pierreville, at the corner of Trahan and George streets, known on the official cadastre of the said parish of Saint Thomas de Pierreville, as being part of the lot number nine hundred and six (No. 906), of forty four feet of frontage, in front, forty nine feet on the rear, by one hundred and thirty feet in depth on Trahan street, and one hundred and sixteen feet in the line joining Alfred Bibaud, joining in front to George street, in the rear to Antoine Giard, by one side to Trahan street, and by the other side to Alfred Bibaud and Thomas Maurault—with the buildings thereon erected.

Subject to the charge by the purchaser (highest bidder) of the said piece of land to pay to the fabric of the parish of Saint Thomas de Pierreville, a constituted and annual ground rent of seven dollars currency.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Thomas de Pierreville, on the SEVENTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of the month of January next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Sorel, 2nd November, 1887.

3624

[First published, 5th November, 1887.]

#### FIERI FACIAS.

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } ALOPHE GERMAIN, esquire,  
No. 3123. } Plaintiff ; against JOSEPH PAUL dit COQ, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Robert, north concession of the second river Pot-au-Beurre, known on the official cadastre of the said parish of Saint Robert, as number twenty nine (No. 29,) of irregular outline, containing thirty eight arpents, thirteen perches and one hundred and eight feet in superficial extent, the whole more or less—with the half of the buildings thereon erected.

Subject to the charge upon the purchaser of the said land, to fulfil and execute towards Dame Catherine Lemoine, of the said parish of Saint Robert, widow of the late Olivier Bergeron, in his life-time,

même lieu, toutes et chacune les charges, clauses, conditions et stipulations portées en un certain acte de donation consenti par le dit Olivier Bergeron et la dite Catherine Lemoine, au dit Joseph Paul dit Coq, devant M<sup>re</sup> L. E. D. Cartier, notaire, le douzième jour de septembre mil huit cent soixante et seize.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Robert, le NEUVIEME jour du mois de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour du mois de janvier prochain.

P. GUEVREMONT

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 3 novembre 1887. 3653 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Séjour à Québec.

Province de Québec, } LA SOCIÉTÉ PER-  
District de Rimouski. } MANENTE DE  
No 1232. } CONSTRUCTION  
DES ARTISANS, CORPORATION LEGALE, ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse; contre Dame MALVINA DEROME, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Louis Napoléon Asselin, du même lieu, écuyer, avocat, et le dit Louis Napoléon Asselin, mis en cause pour assister sa dite épouse, Défenderesse, à savoir :

1<sup>o</sup> Le lot numéro cinq cent soixante et onze (571), du cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski, d'une terre située en le premier rang de la dite ville, contenant huit cent treize mille quatre cent trente pieds (813430) en superficie, — sans bâtisses, circonstances et dépendances.

2<sup>o</sup> Le lot numéro cinq cent soixante neuf (569), du cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un emplacement situé au premier rang de la dite ville, de forme irrégulière, contenant trente sept mille neuf cent quarante pieds (37940), en superficie, mesure anglaise, — avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3<sup>o</sup> Le lot numéro deux cent soixante huit (268), du cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Marie, — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Saint Germain de Rimouski, le CINQUIEME jour de MARS prochain (1888), à DIX heures de l'avant midi. Le dix bref rapportable le huitième jour de mars aussi prochain (1888).

ALPHONSE COUILLARD

Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 26 décembre 1887. 4311  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

cultivator, of the same place, all and every one the charges, clauses, conditions and stipulations ordered by a certain act of donation subscribed by the said Olivier Bergeron and the said Catherine Lemoine, to the said Joseph Paul dit Coq, before M<sup>re</sup> L. E. D. Cartier, notary, the twelfth day of September, one thousand eight hundred and seventy six.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Robert, the NINTH day of the month of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the twentieth day of the month of January next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 3rd November, 1887. 3654  
[First published, 5th November, 1887.]

### Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Sitting of Québec.

Province of Québec, } LA SOCIÉTÉ PERMA-  
District of Rimouski. } NENTE DE CONS-  
No 1232. } TRUCTION DES ARTI-  
SANS, A LEGAL CORPORATION, having its principal office and place of business in the city of Québec, Plaintiff; against DAME MALVINA DEROME, of the town of Saint Germain de Rimouski, wife separated as to property, by marriage contract from Louis Napoléon Asselin, of the same place, esquire, advocate, and the said Louis Napoléon Asselin, *mis en cause*, to assist his said wife, Defendant, to wit :

1<sup>o</sup> The lot number five hundred and seventy one (571), of the official cadastre of the town of Saint Germain de Rimouski, being a land situated in the first range of the said town, containing eight hundred and thirteen thousand, four hundred and thirty (813430) feet in superficies—without buildings, circumstances and dependencies.

2<sup>o</sup> The lot number five hundred and sixty nine (569), of the official cadastre of the town of Saint Germain de Rimouski, being an emplacement situated in the first range, of the said town, of irregular outline, containing thirty seven thousand nine hundred and forty feet (37940), in superficies, english measurement—together with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

3<sup>o</sup> The lot number two hundred and sixty eight (268), of the official cadastre of the town of Saint Germain de Rimouski, being an emplacement situated on Saint Marie street—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the FIFTH day of MARCH next (1888), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of March also next (1888).

ALPHONSE COUILLARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 26th December, 1887. 4312  
[First published, 31st December, 1887.]

## Ventes par le Shérif—St-François

## Sheriff's Sales—St-François

**A** VIE PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir: ) JEAN HUGUES GENDRON, de la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; contre les terres et ténements de NORMAN McLEAY, du canton de Hampden, en le dit district, Défendeur, à savoir:

Premièrement—Le lot numéro quatre, dans le quatrième rang, sud-est, partie ouest du canton de Winslow, en le dit district de Saint-François, contenant quatre-vingt-dix acres de terre, plus ou moins.

Deuxièmement—Le lot numéro cinq, dans le cinquième rang sud-est, partie ouest du dit canton de Winslow, contenant quatre-vingt-dix acres de terre, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites sur les deux dits morceaux de terre.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district, le QUINZIÈME jours de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'avril prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député-Sherif.  
Sherbrooke, 24 décembre 1887. 4289  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure*

Saint-François, à savoir: ) LOUIS CHARLES BELANGER ET JOSEPH EDOUARD GENEST, tous deux avocats, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, et y faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de Belanger et Genest, Demandeurs; contre les terres et ténements de GEORGE FOURNIER, ci-devant du canton de Garthby, dit district, et actuellement absent de cette province et résidant aux États-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir:

Un emplacement sis et situé dans le canton de Garthby susdit, de la contenance de cent pieds de profondeur sur cent pieds de largeur, étant partie du lot numéro cinquante-huit, du deuxième rang nord du dit canton de Garthby; borné au nord par le chemin de Mégantic, au sud par une rue, à l'est par Hyacinthe Hogue, à l'ouest par une autre rue, et connu et désigné comme les lots numéro quatre et onze du block "A" du village Saint-Olivier de Garthby, tel que divisé et arpenté par James Addie—avec le bâtiment et améliorations sur icelui faits et érigés.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham Sud, dans le district de Saint-François, le NEUVIÈME jour de MARS prochain à DEUX

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Saint Francis, ) JEAN HUGUES GENDRON, to wit: No. 369. ) of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; against the lands and tenements of NORMAN McLEAY, of the township of Hampden, in said district, Defendant, to wit:

Firstly.—The lot number four in the fourth range, south east, west part of the township of Winslow, in said district of Saint Francis, containing ninety acres of land, more or less;

Secondly.—The lot number five in the fifth range, south east, west part, of the said township of Winslow, containing ninety acres of land more or less—together with the buildings and improvements on the said two parcels of land erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of April next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 24th December, 1887. 4290  
[First published, 31st December, 1887.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit: ) LOUIS CHARLES BELANGER AND JOSEPH EDOUARD GENEST, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocates, and doing business there together in partnership as such, under the name, style and firm of Bélanger and Genest, Plaintiffs; against the lands and tenements of GEORGE FOURNIER, heretofore of the township of Garthby, in said district, and now absent from this province, and residing in the United States of America, Defendant, to wit:

An emplacement situate and being in the township of Garthby, aforesaid, of one hundred feet in depth, by one hundred feet in width, being part of the lot number fifty-eight, in the second range north of the said township of Garthby; bounded north by the Mégantic road, south by a street, east by Hyacinthe Hogue, west by another street, and known as the lots numbers four and eleven in the block A of the village of Saint-Olivier de Garthby, as surveyed by James Addie, provincial land surveyor—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in said district of Saint Francis, on the NINTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le seize mars prochain.

C. W. WHITCHER,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sherbrooke, 15 décembre 1887. 4343  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*De la Cour de Circuit pour le district de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **J** JEAN HUGHES  
No. 245. } **G** GENDRON, de  
la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de FRANÇOIS BRIÈRE, du canton de Weedon, en le dit district, Défendeur, à savoir :

Le lot numéro onze, dans le rang C, du canton de Garthby, en le dit district, contenant trois cents acres de terre, plus ou moins, et connu comme "Pointe à Caron."

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham Sud, en le dit district de Saint-François, le DIXIÈME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de janvier prochain.

C. W. WHITCHER,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sherbrooke, 29 octobre 1887. 3607 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } **J** JOHN BETTS et  
No. 195. } **G** GEORGE BETTS,

tous deux du canton de Compton, en le district de Saint-François, cultivateurs, tant en leur nom qu'en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu William Betts, en son vivant, de Compton susdit, cultivateur, décédé, Demandeurs ; et GEORGE W. MERRILL, du dit canton de Compton, Défendeur, et Richard Fairlie Morris, de la cité de Sherbrooke, en le dit district, avocat, curateur au délaissement fait par le défendeur en cette cause, à savoir :

De la moitié ouest de la moitié est du lot numéro quatorze, dans le neuvième rang du dit canton de Compton, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins, aussi une lisière de terre de vingt-cinq perches de largeur à distraire du bout est de la moitié ouest du dit lot numéro quatorze dans le neuvième rang, contenant environ dix-sept acres et trois quarts de terre, plus ou moins, s'étendant à travers toute la largeur du dit lot, et joignant les premiers cinquante acres de terre décrits, sauf et excepté dix acres de terre, mesure précise vendus et transportés à Gilbert H. Hills, tel que le dit résidu se poursuit et comporte—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, en la dite cité de Sherbrooke, le NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de janvier prochain.

C. W. WHITCHER,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sherbrooke, 31 octobre 1887. 3605 3  
[Première publication, 5 novembre 1887.]

**Ventes par le Shérif—St. Hyacinthe**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par

The said writ returnable on the sixteenth day of March next.

C. W. WHITCHER,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 15th December, 1887. 4344  
[First published, 31st December, 1887].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*From the Circuit Court for the district of Saint-François.*

Saint-François, to wit : } **J** JEAN HUGHES GFN-  
No. 245. } **D** DRON, of the city of  
Sherbrooke, in the district of Saint-François, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANÇOIS BRIÈRE, of the township of Weedon, in said district, Defendant, to wit :

The lot number eleven in range C, of the township of Garthby, in said district, containing three hundred acres of land, more or less, and known as "Pointe à Caron."

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in said district of Saint-François, on the TENTH day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the thirtieth day of January next.

C. W. WHITCHER,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 29th October, 1887. 3608  
[First published, 5th November, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Saint-François, to wit : } **J** JOHN BETTS and  
No. 195. } **G** GEORGE BETTS, both

of the township of Compton, in the district of Saint-François, farmers, as well in their own name and behalf, as in their capacity of executors under the last will and testament of William Betts, in his life time of Compton, aforesaid farmer deceased, Plaintiffs, and GEORGE W. MERRILL, of the said township of Compton, Defendant, and Richard Fairlie Morris, of the city of Sherbrooke, in said district, advocate, curator to the *délaissement* made by the defendant in this cause, to wit :

Of the west half of the east half of the lot number fourteen, in the ninth range of the said township of Compton, containing fifty acres of land, more or less, also a strip of land, twenty five rods wide taken off from the east end, of the west half of the said lot number fourteen, in the ninth range, containing about seventeen and three fourths acres of land, more or less, to extend across the whole width of said lot, and to join the first described fifty acres of land, save and except therefrom ten acres of land exact measure sold and conveyed to Gilbert H. Hills, as the said residue is and extends—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the said city of Sherbrooke, on the NINTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of January next.

C. W. WHITCHER,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 31st October, 1887. 3606  
[First published, 5th November, 1887.]

**Sheriff's Sales—St. Hyacinthe**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according

le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, à savoir: } **PIERRE ÉMILE**  
No. 463. } **ROY**, Demandeur; vs. **JEAN MOISE GOBEILLE**, bourgeois, de la paroisse de Saint-Pie, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Hilaire Deschamps, en son vivant de Saint-Pie, Défendeur, à savoir:

Un emplacement situé au village de Saint-Pie, district de Saint-Hyacinthe, contenant quatre-vingts pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de longueur plus ou moins, étant le numéro cinq cent dix (510), des plan et livre de renvoi officiels pour Saint-Pie—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pie, le SEPTIÈME jour de FEVRIER prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le seizième jour de février 1888.

L. S. ADAM,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 30 novembre 1887. 3989 2  
[Première publication, 3 décembre 1887.]

#### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

District de Terrebonne, } **SIMON OUEL-**  
Sainte-Scholastique, à savoir: } **LETTE**, Demandeur; vs. **MICHEL VENDETTE**, Défendeur.

Deux lots de terre situés dans le neuvième rang du township de Wexford, en la paroisse de Sainte-Adèle, dans le district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Adèle, sous les numéros un et deux, 1 et 2,—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Adèle, dit district, le SIXIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de février prochain 1888.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 28 novembre 1887. 3973 2  
[Première publication, 3 décembre 1887.]

to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court—Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, to wit: } **PIERRE ÉMILE**  
No. 463. } **ROY**, Plaintiff; vs. **JEAN MOISE GOBEILLE**, bourgeois, of the parish of Saint-Pie, in his quality of curator to the succession vacante of late Hilaire Deschamps, in his life time of Saint-Pie, Defendant, to wit:

An emplacement situate in the village of Saint-Pie, district of Saint-Hyacinthe, containing eighty feet width, on ninety feet long, more or less, being the number five hundred and ten (510) of the official plan and book of reference for Saint-Pie—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pie, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable on the sixteenth day of February, 1888.

L. S. ADAM,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Hyacinthe, 30th November, 1887. 3990  
[First published, 3rd December, 1887.]

#### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

District de Terrebonne, } **SIMON OUEL-**  
Sainte-Scholastique, to wit: } **LETTE**, Plaintiff; vs. **MICHEL VENDETTE**, Defendant.

Two lots of land situated in the ninth range of the township of Wexford, in the parish of Sainte-Adèle, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Adèle, under the numbers one and two, 1 and 2—with the buildings thereon constructed.

To be sold at the door of the parish church of Sainte-Adèle, said district, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of February next, (1888).

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte-Scholastique, 28th November, 1887. 3974  
[First published, 3rd December, 1887.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska*  
Trois-Rivières, à savoir: } **B**ASILE THEROUX,  
No. 119. } fils, écuyer, Deman-  
deur; vs. Dame DEMIGES BEDARD, et vir,  
Défenderesse.

Un emplacement situé en la ville de Nicolet sur la rue Saint-Paul, de trente-six pieds de front plus ou moins, sur cinquante pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Paul, en profondeur par Hercule Morel, d'un côté par Nérée Marchand, et de l'autre côté par Edmond Proulx, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite ville de Nicolet, comme faisant partie du numéro trois cent soixante et sept (367)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Nicolet, dans la ville de Nicolet, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 28 décembre 1887. 4327  
[Première publication, 31 décembre 1887.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir: } **J**OHNNY alias  
No. 46. } **B**APTISTE PLEAU,  
TISTE PLEAU, cultivateur, du lieu appelé les  
Grandes Piles, dans le territoire du Saint-Maurice,  
et Olivine Boucher, son épouse, demeurant avec lui  
et dûment autorisée à ester en justice, Deman-  
deurs, saisis; vs. HUBERT JACOB, Défendeur,  
saisissant.

Comme appartenant aux demandeurs saisis, les immeubles suivants:

1. Un lot de terre situé en la paroisse Saint-Jacques des Piles, dans le troisième rang du township Radnor, étant le numéro vingt-huit du dit rang, contenant quatre arpents de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, borné en front à la rivière Saint-Maurice, en profondeur à la ligne seigneuriale de la seigneurie de Batiscan, joignant d'un côté au numéro vingt-neuf du dit rang et de l'autre côté au numéro vingt-sept du dit rang—circonstances et dépendances.

2. Un autre lot de terre situé dans la même paroisse dans le même rang, étant le numéro vingt-sept du dit rang, contenant quatre arpents de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, borné en front à la rivière Saint-Maurice, en profondeur à la ligne seigneuriale de la seigneurie de Batiscan, d'un côté au numéro vingt-huit du dit rang et de l'autre côté au numéro vingt-six du dit rang—circonstances et dépendances.

3. Un autre lot de terre situé dans la même

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*  
Three Rivers, to wit: } **B**ASILE THEROUX,  
No. 119. } junior, esquire, Plain-  
tiff; vs. Dame DEMIGES BEDARD et vir, Defen-  
dant.

An emplacement situated in the town of Nicolet, on Saint Paul street, of thirty six feet of frontage, more or less, by fifty feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Paul street, in depth by Hercule Morel, on one side by Nérée Marchand, and on the other side by Edmond Proulx, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said town of Nicolet, as forming part of the number three hundred and sixty seven (367)—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 28th December, 1887. 4328  
[First published, 31st December, 1887.]

## FIERI FACIAS. I

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit: } **J**OHNNY alias JEAN-  
No. 46. } **B**APTISTE PLEAU,  
TISTE PLEAU, farmer, of the place called "Les Grandes Piles," in the  
territory of the Saint Maurice, and Olivine Boucher,  
his wife, residing at the same place and only author-  
ised to ester en justice, Plaintiffs seized; vs.  
HUBERT JACOB, Defendant, seizer.

As belonging to the plaintiffs seized, the following immoveables.

1. A lot of land situated in the parish of Saint Jacques des Piles, in the third range of Radnor township, being the number twenty eight of the said range, containing four arpents of frontage by about twenty eight arpents in depth; bounded in front by the Saint Maurice, in depth by the seigniorial line of the seigniorie of Batiscan, joining by one side to the number twenty nine of the said range, and by the other side to the number twenty seven of the said range—circumstances and dependencies.

2. Another lot of land situated in the same parish in the same range, being the number twenty seven of the said range, containing four arpents of frontage by about twenty eight arpents in depth, bounded in front by the river Saint-Maurice, in depth by the seigniorial line of the seigniorie of Batiscan, on one side by the number twenty eight of the said range, and on the other side by the number twenty six of the said range—circumstances and dependencies.

3. Another lot of land situated in the same parish,

paroisse dans le même rang, étant le numéro vingt-six du dit rang, contenant quatre arpents de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, borné en front à la rivière Saint-Maurice, en profondeur à la ligne seigneuriale de la seigneurie de Batiscan, d'un côté au numéro vingt-sept du dit rang, et de l'autre côté au numéro vingt-cinq du dit rang—circonstances et dépendances.

4. Un autre lot de terre situé dans la même paroisse dans le même rang, étant le numéro vingt-cinq du dit rang, contenant quatre arpents de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, borné en front à la rivière Saint-Maurice, en profondeur à la ligne seigneuriale de la seigneurie de Batiscan, d'un côté au numéro vingt-six du dit rang et de l'autre côté au numéro vingt-quatre du dit rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de janvier prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 novembre, 1887. 3627 3  
[Première publication, le 5 novembre 1887.]

in the same range, being the number twenty six of the said range, containing four arpents of frontage by about twenty eight arpents in depth; bounded in front by the river Saint Maurice, in depth by the seigniorial line of the seigniori of Batiscan, on one side by the number twenty seven of the said range, and on the other side by the number twenty five of the said range,—circumstances and dependencies.

4 Another lot of land situated in the same parish, in the same range, being the number twenty five of the said range, containing four arpents of frontage by about twenty eight arpents in depth, bounded in front by the river Saint Maurice, in depth by the seigniorial line of the seigniori of Batiscan, on one side by the number twenty six of the said range, and on the other side by the number twenty four of the said range,—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Jacques des Piles, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at ONE o'clock, in the afternoon. The said writ returnable on the twenty second day of January next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 2nd November, 1887. 3628  
[First published, 5th November, 1887.]

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 52.

ANNONCES NOUVELLES.

|  | Pages |
|--|-------|
| ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LE FEU :                       |       |
| Rapports des .....   | 2322  |
| CADASTRE DÉPOSÉ :  |       |
| L'Île aux Lièvres .....                                    | 2309  |
| DEMANDES A LA LÉGISLATURE :                                |       |
| The Mechanic's Institute of Montreal .....                 | 2320  |
| The Quebec Oriental and Short Line Co. ....                | 2319  |
| Ecole dissidente abolie d'Outremont .....                  | 2312  |
| ERECTION DE MUNICIPALITÉ :                                 |       |
| Saint-Jean L'Évangéliste .....                             | 2308  |
| ERECTION DE PAROISSE :                                     |       |
| Saint-Grégoire le Thaumaturge .....                        | 2320  |
| ERRATA :   |       |
| Amédée Chauret au lieu de Amédée Chauvet .....             | 2307  |
| Férier Jasmin au lieu de Février Jasmin .....              | 2307  |
| Delisle vs Robert Mitchell <i>et al</i> <i>ès-ql</i> ..... | 2307  |
| FAILLIS :  |       |
| <i>Cession :</i>   |       |
| Guillemette .....  | 2326  |
| <i>Dividende :</i>   |       |
| Perreault .....  | 2327  |
| <i>Nomination de curateur :</i>                            |       |
| Hudon & Orsali .....                                       | 2327  |
| Lemire .....   | 2326  |
| McCord .....   | 2326  |

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 52.

NEW ADVERTISEMENTS.

|  | Pages |
|--|-------|
| APPLICATION TO LEGISLATURE :                         |       |
| The Mechanics Institute of Montreal .....            | 2320  |
| The Quebec Oriental and Short Line Co. ....          | 2319  |
| APPOINTMENTS :                                       |       |
| <i>School Commissioners :</i>                        |       |
| Village of Lake Weedon .....                         | 2307  |
| CADASTRE DEPOSITED :                                 |       |
| Hare Island .....                                    | 2309  |
| CROWN LANDS :  |       |
| <i>Notice of cancellation, &amp;c.</i>               |       |
| Mansfield .....                                      | 2313  |
| Dissentient school abolished d'Outremont .....       | 2312  |
| ERRATA :   |       |
| Amédée Chauret instead Amédée Chauvet .....          | 2307  |
| Férier Jasmin instead Février Jasmin .....           | 2307  |
| Delisle vs Mitchell, <i>et al</i> <i>ès-ql</i> ..... | 2307  |
| INSOLVENTS :   |       |
| <i>Appointment of curator :</i>                      |       |
| Hudon & Orsali .....                                 | 2327  |
| Lemire .....   | 2326  |
| McCord .....   | 2326  |
| <i>Assignment :</i>                                  |       |
| Guillemette .....                                    | 2326  |
| <i>Dividend :</i>                                    |       |
| Perrault .....                                       | 2327  |

## LETTRES PATENTES ÉMISES :

La Cie de Chaussures de Fraserville..... 2313

## LICITATION :

Moreau vs Dme Moreau *et al*..... 2329

## MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :

L. P. Laberge demande minutes, etc., de  
G. Guay..... 2313

## NOMINATIONS :

Commissaires d'écoles :

Village du Lac Weedon..... 2307

## RÈGLES DE COUR :

Cassidy *et al* vs Fournier..... 2327

Miltimore vs Beard..... 2328

Ross *et al* vs Derby..... 2328

Vilas vs Beard..... 2328

## TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc.

Mansfield..... 2313

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

## BEAUCE :

Roy vs J. Roy..... 2329

Roy vs P. Roy..... 2330

## BEAUHARNOIS :

St. Amour vs Poitras..... 2331

## JOLIETTE :

Chevalier vs Rivest..... 2335

## MONTMAGNY :

Godreau vs Couture..... 2336

## QUÉBEC :

Bouffard vs Lapierre..... 2338

Corp. de Québec vs Blais..... 2338

Corp. de Québec vs Weippert *et al*..... 2339

Devillers vs Bernard..... 2338

## RIMOUSKI :

Soc. Perm. Const. des Artisans vs Dme  
Dérôme..... 2342

## ST. FRANÇOIS :

Belanger *et al* vs Fournier..... 2343

Gendron vs McCleay..... 2343

## TROIS-RIVIÈRES :

Théroux vs Dme Bedard *et vir*..... 2346

## LETTERS PATENT, GRANTED :

The Fraserville Boot and Shoe Co..... 2313

## LICITATION :

Moreau vs Dme Moreau *et al*..... 2329

## MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :

L. P. Laberge applying for minutes of G.  
Guay..... 2313

## MUNICIPALITY ERECTED :

Saint-Jean L'Évangéliste..... 2308

## MUTUAL FIRE INSURANCE CO :

Synopsis of returns of..... 2322

## PARISH ERECTED :

Saint Grégoire le Thaumaturge..... 2320

## RULES OF COURT :

Cassidy *et al* vs Fournier..... 2327

Miltimore vs Beard..... 2328

Ross *et al* vs Derby..... 2328

Vilas vs Beard..... 2328

## SHERIFF'S SALES :

## BEAUCE :

Roy vs J. Roy..... 2329

Roy vs P. Roy..... 2330

## BEAUHARNOIS :

St. Amour vs Poitras..... 2331

## JOLIETTE :

Chevalier vs Rivest..... 2335

## MONTMAGNY :

Godreau vs Couture..... 2336

## QUÉBEC :

Bouffard vs Lapierre..... 2338

Corp. of Quebec vs Blais..... 2338

Corp. of Quebec vs Weippert *et al*..... 2339

Devillers vs Bernard..... 2338

## RIMOUSKI :

Soc. Perm. Const. des Artisans vs Dme  
Dérôme..... 2342

## ST. FRANCIS :

Belanger *et al* vs Fournier..... 2343

Gendron vs McCleay..... 2343

## THREE RIVERS :

Théroux vs Dme Bedard *et vir*..... 2346

